

SEANCES DU MARDI 17 JANVIER 1984
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 17 JANUARI 1984ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère de la Prévoyance sociale de l'année budgétaire 1984.

Projet de loi ajustant le budget du ministère de la Prévoyance sociale de l'année budgétaire 1983.

Discussion générale (suite). — *Orateurs*: M. Califice, Mme Herman-Michielsens, MM. Vercaigne, Van In, Gevenois, Deprez, M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles, MM. Vangeel, W. Peeters, Mmes Herman-Michielsens, Remy-Oger, p. 918.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la Prévoyance sociale de l'année budgétaire 1984.

Discussion et vote des articles, p. 929.

Projet de loi ajustant le budget du ministère de la Prévoyance sociale de l'année budgétaire 1983.

Discussion et vote des articles, p. 930.

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Sociale Voorzorg voor het begrotingsjaar 1984.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Sociale Voorzorg voor het begrotingsjaar 1983.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers*: de heer Califice, mevrouw Herman-Michielsens, de heren Vercaigne, Van In, Gevenois, Deprez, de heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen, de heren Vangeel, W. Peeters, de dames Herman-Michielsens, Remy-Oger, blz. 918.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Sociale Voorzorg voor het begrotingsjaar 1984.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 929.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Sociale Voorzorg voor het begrotingsjaar 1983.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 930.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Coen, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Coen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 20 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 20 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE
LA PRÉVOYANCE SOCIALE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1984

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA
PRÉVOYANCE SOCIALE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1983

Continuation de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET
MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG VOOR HET BEGRO-
TINGSJAAR 1984

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE
BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN SOCIALE VOOR-
ZORG VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1983

Voortzetting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget du ministère de la Prévoyance sociale.

Wij hervatten de algemene behandeling van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van Sociale Voorzorg.

La parole est à M. Califice.

M. Califice. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, je voudrais faire quelques remarques en marge de deux types de réformes annoncées en assurance-maladie invalidité, réformes qui toucheront plus spécialement les personnes âgées.

Il s'agit, d'une part, de ce qui est appelé dans l'exposé introductif à l'examen du budget «l'ajustement des recettes aux dépenses dans le cadre de la solidarité entre actifs et non-actifs» et, d'autre part, les réformes annoncées en matière de reconversion des services hospitaliers V en maisons de repos et de soins.

Je parlerai d'abord de l'ajustement des recettes aux dépenses dans le cadre de la solidarité entre actifs et non-actifs.

On souligne de plus en plus du côté du gouvernement que les Vipo, qui ne représentent pas 24 p.c. de l'effectif, sont responsables de plus de 50 p.c. des dépenses en soins de santé, alors qu'ils ne contribuent que pour moins de 3 p.c. au financement de leurs dépenses. Notre excellent rapporteur l'a d'ailleurs rappelé tout à l'heure.

Depuis le 1^{er} octobre 1983, le gouvernement a augmenté la cotisation pour les soins de santé de 0,75 p.c. pour les salariés et fonctionnaires,

mais également pour les pensionnés, lorsque le montant de leur pension est supérieur à 32 490 francs par mois avec charge de famille et 27 415 francs sans charge de famille. Cette cotisation passe ainsi de 1,80 p.c. à 2,55 p.c.

Les milieux des pensionnés se demandent avec inquiétude quelle sera l'étape suivante dans ce processus de «réajustement». Il est vrai que, lors de la discussion du budget de 1983, j'avais proposé de relever la cotisation de 1 p.c. pour assurer un meilleur financement de l'assurance-maladie invalidité. Vous avez fait, monsieur le ministre, les trois quarts du chemin.

La crainte existe cependant que les planchers actuels de 32 490 francs et de 27 415 francs soient abaissés.

Les statistiques récentes de l'Inami nous apprennent qu'en 1981, la pension moyenne dépassait à peine les 16 000 francs par mois; la pension de 76 p.c. des pensionnés ne dépassait pas les 20 000 francs par mois; 13 p.c. seulement bénéficiaient d'une pension de plus de 25 000 francs par mois. On ne doit donc pas se faire beaucoup d'illusions quant aux possibilités de trouver des sources supplémentaires importantes de financement auprès des pensionnés. La hausse des cotisations de 1,8 à 2,5 p.c. représente 1,1 milliard alors que les dépenses du groupe atteignent quelque 95 milliards.

Je me dois cependant d'attirer l'attention du ministre et du Parlement sur le fait que le pouvoir d'achat des pensionnés ne cesse de diminuer. Cette diminution est due à plusieurs causes dont je rappelle les principales.

La première, la modification du régime fiscal et notamment le remplacement du système des abattements par un système de crédits d'impôt à partir de 1983. Ce nouveau système d'imposition a entraîné des augmentations d'impôt avec une progressivité importante, spécialement envers les personnes isolées.

La deuxième, le lissage de l'indice des prix.

La troisième, les nouvelles législations sur les loyers au niveau national pour le secteur privé et au niveau wallon pour les sociétés d'habitations sociales.

La quatrième, les mesures récentes en matière de remboursement de médicaments par l'Ami et, spécialement, la réduction des remboursements pour les vasodilatateurs périphériques, classés maintenant dans une nouvelle catégorie Cs qui prévoit une intervention de 60 p.c. à charge des assurés, sans plafond et sans régime préférentiel, et la suppression du remboursement d'un certain nombre de préparations magistrales.

La cinquième, l'augmentation dont je viens de faire état, de la cotisation Ami de 1,80 p.c. à 2,55 p.c.

La sixième, l'augmentation des tickets modérateurs en kinésithérapie, décidée en mars 1982.

Non seulement cette énumération des causes de la diminution du pouvoir d'achat des pensionnés est certainement loin d'être complète mais, en plus, nous avons toutes les raisons de craindre que, quant à l'avenir, de nouvelles mesures viennent encore renforcer ce processus.

Quelles sont les intentions profondes du gouvernement derrière les paroles plutôt énigmatiques qu'on peut lire en page 12 de l'exposé introductif à l'examen du budget: «Les plafonds pour l'obtention du régime préférentiel pour les Vipo seront «harmonisés» avec les autres plafonds prévus dans la sécurité sociale»?

Ce passage ne signifie-t-il pas que des centaines et des centaines d'invalides et de pensionnés risquent de perdre le régime préférentiel en Ami et devront donc payer plus pour leurs soins de santé?

Monsieur le ministre, chers collègues, mon deuxième propos vise la reconversion de lits hospitaliers en lits de repos et de soins.

A plusieurs reprises, le ministre des Affaires sociales a fait connaître ses intentions en ce qui concerne la politique qu'il souhaite suivre en matière de prise en charge des personnes âgées malades et/ou nécessitant des soins. Cette politique se situerait à trois niveaux: l'hôpital, la maison de repos et de soins et les soins à domicile.

En gros, le ministre veut freiner les hospitalisations et reconverter une partie des moyens financiers que l'assurance-maladie invalidité dépense actuellement pour les personnes âgées au niveau de l'hôpital vers l'échelon intermédiaire des maisons de repos et de soins et, en théorie, également vers le premier échelon des soins à domicile.

Tout en me ralliant au principe d'une telle réforme, il me semble important d'attirer l'attention sur quelques points essentiels.

La réaffectation des moyens financiers de l'Ami au profit des soins à domicile est tout aussi importante que celle du niveau intermédiaire. Pourquoi ne pas songer à ce sujet à l'octroi d'une allocation pour l'aide d'une tierce personne dans les actes de la vie quotidienne? Cette allocation serait octroyée aux personnes âgées et aux malades chroniques soignés chez eux par leurs proches et répondant à certains critères de dépendance d'autrui et de nécessité de soins. Pourquoi également ne pas songer à encourager la création et/ou le meilleur fonctionnement de services de soins à domicile par des stimulants financiers, subsides, frais de fonctionnement, primes de lancement...?

En ce qui concerne la reconversion des services V en maisons de repos et de soins, il faudra veiller à ce que cette opération ne se limite pas à une simple opération financière et comptable.

Il faudra réaliser les travaux d'infrastructure nécessaires afin que les maisons de repos et de soins puissent réellement remplir leur rôle primaire de lieu d'habitation et de vie. Contrairement à l'hôpital, les soins médicaux n'y occupent pas la première place. En outre, le personnel soignant devra faire preuve d'une tout autre mentalité car la vie en home n'est pas comparable à la vie hospitalière.

Il convient d'ailleurs d'adapter les études pour infirmiers, aides-séniors, etc.

Le ou les forfaits de soins accordés en fonction des différents degrés de besoins de soins par l'assurance maladie aux personnes âgées dans des maisons de repos et de soins devront être suffisamment élevés et devront couvrir la totalité des frais pour les soins paramédicaux et pour l'aide dans les actes de la vie de tous les jours.

L'opération de reconversion ne pourra en aucun cas résulter en un transfert de charge vers les CPAS, ni venir peser totalement sur les budgets des proches parents des personnes séjournant dans les maisons de repos et de soins.

Il faut porter une attention spéciale au contrôle des prix de journée demandés par les maisons de repos et de soins à leurs résidents.

L'attribution du forfait de soins de 658 francs doit normalement entraîner soit une diminution du prix de journée réclamé aux résidents, soit une nette amélioration de la qualité des soins. En aucun cas, les maisons de repos et de soins ne pourront exiger des compléments pour les soins couverts par le forfait: infirmiers, kinésithérapie et aide à la vie journalière et ce, en application de l'article 10 de la convention avec les maisons de repos et de soins.

Afin d'organiser ce contrôle de façon efficace, il est souhaitable que cette compétence soit transférée du ministre des Affaires économiques au ministre de la Santé publique qui remplit déjà cette tâche en ce qui concerne les hôpitaux. La nouvelle commission de contrôle des prix devrait comprendre non seulement des représentants du ministre et des maisons de repos, mais aussi des représentants des mutualités et des organisations de personnes âgées.

Une bonne politique d'admission est de la plus grande importance. Ceci vaut autant pour les hospitalisations que pour les admissions en maisons de repos et de soins et aussi pour les homes de repos et les appartements avec service.

Si l'on admet des patients dans les maisons de repos et de soins qui, vu leur état de santé, ne devraient pas y être admis, comme cela se fait actuellement dans les services hospitaliers, très vite tous les lits en maisons de repos et de soins seront remplis, et l'on ne pourra toujours pas «désencombrer» les services hospitaliers G. Il faudra sans cesse créer de nouvelles maisons de repos et de soins avec toutes les conséquences financières qui en découlent.

Il faudrait peut-être suivre l'exemple néerlandais et créer des commissions d'indication, chargées d'évaluer chaque admission. Ces commissions locales, par région sanitaire, se composeraient d'un ou de plusieurs médecins ainsi que d'un assistant social. La commission d'indication devrait avant tout veiller à ce que les patients admis en maisons de repos et de soins y aient réellement droit en fonction de critères médicaux et sociaux.

En ce qui concerne les normes spéciales d'agrément des maisons de repos et de soins, il me semble que, même si les normes provisoires actuelles sont en général satisfaites, il subsiste toutefois d'importantes lacunes.

Il n'y a pas de norme minimale pour le personnel aidant, ce qui pourrait induire certaines institutions à n'admettre que des patients ne nécessitant que peu de soins. Les patients nécessitant des soins importants risquent d'être refusés.

Les personnes séjournant en maison de repos doivent pouvoir librement choisir leur généraliste. Pour le bon fonctionnement du service, il faut toutefois prévoir une coordination médicale. Celle-ci pourrait être assurée dans chaque institution par un généraliste ayant reçu une formation complémentaire en gériatrie. Il devra travailler en étroite collaboration avec le service de gériatrie auquel est affiliée la maison de repos et de soins.

Les critères d'admission «grabataire» et le fait de nécessiter tous les jours une toilette complète devant être réalisée par une tierce personne doivent être interprétés avec suffisamment de souplesse par les médecins-conseils et ne peuvent en aucun cas entraver une politique de réadaptation active.

Il faut, dans la mesure du possible, éviter les déplacements des résidents en raison de leur état de santé.

Pour cette raison, il faut opter pour des maisons «mixtes» convenant tout aussi bien pour les soins minima que pour les soins maxima en raison de leur aspect architectural et fonctionnel; l'équipement des chambres doit être polyvalent: la chambre et son équipement doivent s'adapter à l'état du patient et non vice versa.

Tant au niveau de l'hôpital que de la maison de repos et de soins et du home de repos, il faudrait créer des centres de jour où les personnes âgées pourraient suivre un traitement de réadaptation ou participer à diverses activités, notamment au niveau des homes de repos existants.

Monsieur le ministre, j'ai voulu attirer votre attention sur les préoccupations des personnes âgées. Si l'on y ajoute l'inquiétude née des campagnes orchestrées par certains milieux financiers relatives au paiement futur des pensions et visant à promouvoir un système de pension à deux ou trois vitesses — je ne m'explique pas davantage puisque chacun sait ce dont il s'agit —, vous comprenez qu'il faut réagir pour sauvegarder notre système de sécurité sociale, basée sur la solidarité générale et l'assurance.

Aussi, monsieur le ministre, nous voterons votre budget en escomptant que vous prendrez en compte les suggestions que nous venons de formuler. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Herman.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, mijn fractie zal deze begroting goedkeuren omdat in de gegeven omstandigheden en rekening houdend met de wetgeving en reglementering ter zake geen andere begroting mogelijk is.

Mijn betoog strekt er dan ook niet toe deze begroting als zodanig te beknibbelen. Bij de behandeling van de begroting van Sociale Voorzorg moet echter wel gesproken worden over de grote uitdaging van het ogenblik, al bestaat die ook al wel een paar jaar.

De sociale zekerheid en meer bepaald de wetgeving en de reglementering ter zake alsmede de uitwerking daarvan in de praktijk zijn aan een hervorming toe: dat is de uitdaging. De eerste tekenen van die hervorming waren reeds duidelijk in het rapport dat de koninklijke commissaris Petit publiceerde in 1976. Ik had reeds meermaals van op dit spreekgestoelte de gelegenheid om hiernaar te verwijzen.

In dit rapport behandelde de koninklijke commissaris één van de deelproblemen — maar een van de meest kwetsbare, van dat ogenblik althans — van de sociale zekerheid, namelijk de ziekteverzekering. In dat rapport waren ook reeds een aantal mogelijkheden uitgestippeld om de grote tekortkomingen van het stelsel weg te werken. Ik denk hierbij aan de posten waaraan de grote schuldenlast van de sociale zekerheid te wijten was, namelijk de bepaling van de ligdagprijs in de ziekenhuizen in het algemeen, en in de academische ziekenhuizen in het bijzonder, alsmede de prijs van de farmaceutische specialiteiten.

De moeilijkheden zijn op het ogenblik nog niet opgelost. Zonder teveel in het verleden te willen blikken, kan men misschien toch wel zeggen dat men te lang gewacht heeft om lessen te trekken uit het rapport-Petit. Men had destijds al aan de vermindering van een aantal ziekenhuisbedden — en ik denk aan specialiteiten als chirurgische bedden — moeten beginnen en de prijzen van de farmaceutische specialiteiten moeten verhogen.

De maatregelen die tenslotte werden getroffen, kwamen drie of vier jaar te laat en hebben het probleem alleen maar toegespitst, omdat men in plaats van het aantal ziekenhuisbedden te verminderen, er nog meer is gaan erkennen, vooral dan academische-ziekenhuisbedden. Men kan dus zeggen dat men te laat aan de ziekteverzekering is gaan dokteren. Op een bepaald ogenblik was de ziekteverzekering zelfs in gevaar en werd een grote schuld van 30 miljard als geconsolideerde schuld door de Staat overgenomen.

Nadat die schuldenlast was weggewerkt uit de boekhouding, zij het niet verdween, heeft men toch de nodige maatregelen niet genomen om te verhinderen dat een dergelijke situatie opnieuw zou ontstaan in de toekomst.

Daarna zijn de moeilijkheden steeds toegenomen. Men heeft weer een aantal rapporten gemaakt. Zo herinner ik mij een lijvig document, dat nog door het departement werd uitgegeven toen mijn voorganger op dit spreekgestoelte, de heer Califice, minister van Sociale Voorzorg was. Dan werd de beslissing genomen om een commissie te belasten met de harmonisatie en de codificatie. Hoewel dat niet de hoofdpodracht was kon die commissie ook hervormingsvoorstellen doen waar de harmonisatie en de codificatie zulks noodzakelijk maakten.

Ook het rapport-Dillemans zag het licht. Op het ogenblik is het nog een interimrapport, en men werkt nu in de tweede fase. Ik herinner mij nog de woorden van professor Dillemans wanneer men sprak over de vernieuwing en de hervorming die er zouden komen. Hij zegde: ja maar, zó ver mogen wij niet gaan; wij mogen alleen de balkons wegnemen van dat monument dat de sociale zekerheid is. Alles wat verder gaat, betreft een andere maatschappij.

Een dergelijke uitspraak is misschien principieel gewettigd, maar de vraag blijft of men op het vlak van de sociale zekerheid niet wat mag doordenken.

Ik heb hier door een van de vorige sprekers horen zeggen dat er twee alternatieven zijn. Het eerste alternatief is wat de huidige minister van Sociale Voorzorg voorstelt, waarbij hij een aantal grote principes van het monument behoudt. Het tweede alternatief is dat van de heer Verhofstadt, voorzitter van de politieke partij waartoe ik behoor, waar in een andere soort maatschappij een aantal zaken zullen worden opgeheven en de grote zekerheid die de huidige maatschappij beheerst enigszins teloor zal gaan.

Volgens mij is het jammer dat men in dergelijke extreme richtingen redeneert alvorens de documenten, die uitgaan van dezelfde bekommernis, aan elkaar te hebben getoetst. Er is een systeem van sociale zekerheid nodig in onze maatschappij, en dit systeem moet kunnen weerstaan aan de belaging van de evolutie in onze maatschappij en in ons leven.

Ik geef een voorbeeld. Door de vergrijzing van de bevolking en omdat er nu minder actieven zijn, kunnen de actieven minder bijdragen voor het systeem van de sociale zekerheid, en verkeren de reserve van het pensioenstelsel en het pensioenstelsel in zijn geheel in gevaar. Men kan dat probleem ook anders benaderen. Men kan vragen wat er mankeert aan ons stelsel aangezien het niet bestand is tegen bijvoorbeeld, een vergrijzing van de bevolking of het feit dat de actieven minder kunnen bijdragen. Dan is er wel een antwoord.

Wij hebben geopteerd voor een repartitiestelsel dat degenen die nu werken laat betalen voor degenen die nu een pensioen genieten. Een dergelijk systeem heeft uiteraard weinig reserves. Het spreekt vanzelf dat een kapitalisatiestelsel, zoals bijvoorbeeld in Nederland bestaat, reserves heeft die de openbare schuld overtreffen. Ons stelsel heeft maar een paar miljarden frank reserve, zolang dat nog zal duren.

Ik weet wel dat er grote voordelen verbonden zijn aan ons repartitiestelsel, en dat er grote voordelen geweest zijn in het recente verleden, in de *happy years*.

Door het repartitiesysteem konden de pensioenen de evolutie van de lonen vrijwel op de voet volgen, wat met het kapitalisatiesysteem niet het geval is.

Ik vraag mij af of de voorstellen niet kunnen worden overwogen om mits een overgangperiode over te schakelen op een kapitalisatiestelsel ten einde op de volgende generaties geen ondraaglijke lasten te leggen? Of moeten wij integendeel het systeem waarvoor wij aanvankelijk hebben geopteerd en dat ontegensprekelijk voordelen heeft gehad maar dat niet beantwoordt aan de huidige vereisten, zonder enige redenering handhaven?

Ik denk in dit verband ook aan de vermindering van de koopkracht door het feit dat men de bijdragen voor de sociale zekerheid steeds heeft verhoogd. Niettegenstaande dat werd echter een steeds grotere bijdrage gevraagd van de Staat en moest men steeds meer putten uit de algemene middelen. De verhoging van de bijdragen heeft ongetwijfeld veel mensen gedemotiveerd om te werken en om vooruit te komen aangezien het nettoloon steeds kleiner werd. Een kaderlid met een bruto-inkomen van 1 miljoen behoort niet onmiddellijk tot degenen die een grote behoefte hebben aan steun vanwege de overheid maar kan toch ook niet worden gerekend tot de rijken in dit land. De koopkracht van zijn inkomen is de jongste tien jaar echter met 26 pct. gedaald, wat ontegensprekelijk gevolgen heeft voor de economie en de mogelijkheid tot consumptie drukt. Die daling van de koopkracht is vooral te wijten aan het feit dat een steeds groter deel van het loon gaat naar die parafiscaliteit die de sociale zekerheid intussen is geworden. De toename van de staatstoelagen van 17,47 miljard in 1965 tot 274 miljard in 1984 leidt eveneens tot de conclusie dat de sociale transfers of de transfers van algemene middelen naar de sociale zekerheid, een dergelijk belangrijk niveau hebben bereikt dat wij ons moeten afvragen of het systeem niet ten gronde moet worden gewijzigd. Hiermede willen wij niet zozeer degenen treffen die de voorzieningen van de sociale zekerheid werkelijk nodig hebben, maar wel de hogere midden categorie die ook aanspraak kan maken op die voordelen doch voor wie het uiteindelijk resultaat in feite gelijk blijft, vermits hun netto-inkomen vermindert door de bijdragen die zij moeten betalen.

De minister van Sociale Voorzorg duidt in zijn plan een aantal externe factoren aan die ten grondslag liggen van de huidige evolutie van de sociale zekerheid en die niet konden voorzien worden. Het betreft de economische crisis en de vergrijzing van de bevolking wier behoefte aan sociale zekerheid toeneemt. Naast die externe factoren zijn er ook interne factoren die hebben bijgedragen tot het ontstaan van de huidige situatie. Aan de externe factoren kunnen wij niets doen. Dat is echter geen reden om niet te pogen de interne factoren te verhelpen die eigen zijn aan het systeem, bijvoorbeeld de administratieve spreiding, de moeilijkheid om juiste schattingen te maken van de inkomsten en de uitgaven, het prioriteit maken van bepaalde categorieën van de bevolking vooraleer over het geheel van de bevolking wordt gesproken.

Wij moeten uitgaan van het principe dat het hier in de eerste plaats een kwestie is van sociale bijstand en niet van verzekering. De sociale bijstand moet effectief bestaan. Daarover is men het eens in de meeste kringen. Het gaat hier vooral om solidariteit en dat heeft niets te maken met verzekering of met het betalen van bijdragen. Dit wil niet noodzakelijk zeggen dat men moet terugkeren naar de staat van behoefte; men moet niet achteruitgaan, maar vooruit. Er zullen altijd personen zijn in de maatschappij die niet voor zichzelf kunnen zorgen en die een beroep moeten doen op de solidariteit. Ik denk dan meer speciaal aan een gewaarborgd inkomen, ongeacht de bijdragen, doch mits onderzoek naar de bestaansmiddelen. Dat staat ook in het rapport-Dillemans. Dit gewaarborgd inkomen lijkt mij veel te gering. Het minimuminkomen moet een menswaardig bestaan kunnen waarborgen, ook aan degenen die niet in staat zijn geweest om bijdragen te betalen.

Anderzijds zijn wij van mening dat het gewaarborgd inkomen dat verkregen wordt ingevolge het storten van bijdragen, in overeenstemming moet zijn met hetgeen tijdens de actieve periode werd gepesteerd. Wij zijn van oordeel dat de uitkeringen voor ziekte en invaliditeit in

verhouding moeten zijn tot de bijdragen die werden geleverd. Ik denk bijvoorbeeld, aan de uitkeringen voor de werkloosheid waar de Staat al voor meer dan 80 pct. uit eigen middelen bijpast. Men mag niet toestaan dat het recht op vergoeding doorloopt tot aan het einde van de loopbaan en dus automatisch overgaat in een pensioen. De bijdragen moeten een soort kapitaal vormen, door arbeid ontstaan, en dat als basis moet dienen voor de berekening van de uitkering waarop men dan recht heeft. Deze uitkering kan een bepaalde breuk zijn, bijvoorbeeld één vijfde voor iemand die bijwonend is, en twee vijfde voor een gezinshoofd. Als op een bepaald ogenblik het volledige kapitaal is opgebruikt, kan men overgaan naar het systeem van het gewaarborgd inkomen. Het is niet logisch dat als men bijvoorbeeld, slechts vijf jaar heeft gewerkt, men gedurende tien jaar uitkeringen zou ontvangen, zogezegd ingevolge gestorte bijdragen. De verhouding tussen de bijdragen en de uitkering is dan niet meer correct.

Men hoeft het niet onmiddellijk eens te zijn met elk voorstel dat tot doel heeft een houdbaar systeem op te bouwen dat rekening houdt met de verschillende standpunten, doch men mag bij het begin van die lange weg ook niet afwijzend staan tegenover elke poging. De gesprekspartners moeten kunnen luisteren naar elkaar en zien of ze niet een kruispunt vinden waar de verschillende wegen samenkomen. Slechts op die manier kan er uit al die pogingen iets positiefs groeien voor de gemeenschap.

Ik geef een voorbeeld. Vaak worden nu maatregelen genomen waarvan men de weerslag in de toekomst onvoldoende kent maar waarvan men meent dat zij een onmiddellijke besparing kunnen betekenen. Uiteindelijk blijkt dan dat niet de uitwas wordt getroffen maar dat ten onrechte onmiddellijk in het vlees wordt gesneden. Ik denk aan de maatregel waarbij de terugbetaling wordt afgeschaft van bepaalde produkten, ook wanneer zij een bestanddeel zijn van een magistraal voorgeschreven medicament. Administratief bekeken lijkt het zeer positief: bepaalde produkten zijn erg duur of zijn niet helemaal noodzakelijk voor de genezing. Dergelijke zaken worden vaak beslist door mensen die op het administratieve vlak thuishoren maar die niet in de dagelijkse praktijk van de geneeskunde staan. Sommige leden van de vergadering weten waarover ik het heb. Vooral aan oude mensen worden magistrale voorschriften verstrekt waarin dergelijk bestanddeel voorkomt, niet omdat het rechtstreeks bijdraagt tot de genezing maar omdat het de onaangename bijverschijnselen voorkomt van een ander bestanddeel van dit voorschrift. Het gevolg is dat vele oude patiënten — en daaronder dus heel wat mensen die het niet erg ruim hebben — een magistraal voorschrift waarvoor zij 30 frank moesten opleggen, nu 500 à 600 frank moeten betalen.

Ik ben ervan overtuigd dat dit niet zo gewild is door degenen die de maatregel hebben genomen en die deze aangezien hebben als een besparing. Het illustreert echter zeer goed dat men, door het nemen van een aantal punctuele maatregelen, niet altijd knipt waar kan worden geknipt, niet altijd de zaken wat scherper stelt waar die mogelijkheid er nog wel is, niet altijd degenen treft die nog niet door de crisis werden geraakt. Het illustreert dat een eerste maatregel soms viseert wat eigenlijk slechts op het laatst zou mogen komen, op een ogenblik waarop wij het niet meer zouden aankunnen voor de minder-gegoeden het nodige te doen in deze gemeenschap, die sociaal wil zijn en die aan iedereen een minimum aan welvaart wil verzekeren. Ik wil u dit ter overweging geven omdat men niet zo gemakkelijk zou besluiten voor de ene of andere richting. Men zou in dit land over dat probleem moeten komen tot een open gesprek, dat niet uitgaat van een bepaalde ideologie, maar van de realiteit en dat gericht is op de toekomst die voor iedereen zeer nabij ligt. Het gaat hier niet om futurologie, maar om zaken die binnen drie, vier of ten hoogste vijf jaar zeer scherp zullen aankomen. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Vercaigne.

M. Vercaigne. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, après avoir entendu un plaidoyer pour une réforme fondamentale de la sécurité sociale, je voudrais, à mon tour, émettre quelques considérations qui vont dans un sens contraire.

Vous voudrez bien admettre que j'aurais pu adresser certaines de mes considérations à M. Mainil, parce que je parlerai plus particulièrement des pensions. Mais comme vous êtes reconnu comme étant un super-ministre, coiffant M. Mainil, vous pourrez certainement tirer profit de ces considérations.

Chacun, dans cette assemblée, est convaincu que vous dirigez un département de première importance. En effet, au même titre que le

département des Finances, celui de la Prévoyance sociale est un élément par lequel s'effectue, chez nous, une certaine redistribution des revenus.

Depuis quelques années, la crise a gonflé les dépenses et amoindri les recettes, ce qui pose problème aujourd'hui et en posera de plus en plus à l'avenir.

Comment allez-vous aborder ces graves difficultés? A cette question, le rapport de la commission nous laisse, en grande partie, sur notre faim. Il semble donc que ce budget soit un budget de transition, en attendant la réforme de la sécurité sociale qui est annoncée et dont certains éléments, comme les pensions, figureront bientôt à notre agenda.

A ce propos, je ne puis que me réjouir du succès de la grève des agents des services publics de septembre dernier, grève qui a empêché le gouvernement de tailler de manière significative dans le régime des pensions des serveurs de la nation. Ce succès est tellement évident aujourd'hui que, du point de vue gouvernemental, le projet de M. Mainil s'en trouve déséquilibré et que les économies escomptées sur le dos des agents ne se réaliseront pas, ce dont nous nous réjouissons.

Comme il fallait quelque peu contrebalancer ces mesures négatives, constituées par un nombre impressionnant de milliards d'économies, on retrouve, dans le projet de M. Mainil, des éléments positifs, comme l'égalité de traitement hommes-femmes et la prise en compte des années prestées avant 19 ans, ainsi qu'une amélioration réelle du régime de pensions des travailleurs indépendants. Je m'en réjouis et félicite tous ceux qui, par leur action déterminée, ont empêché le gouvernement de réaliser les mauvais coups qu'il escomptait.

Mais ce succès sera, de l'aveu même de M. Mainil, de courte durée car l'accord entre le gouvernement et les organisations syndicales ne vaut que pour cette législature, ce qui impose pour l'ensemble des agents des services publics une vigilance de tous les instants.

De cela, la droite et le monde patronal sont parfaitement conscients car, à tour de rôle, ils multiplient les déclarations alarmistes et des appels répétés aux sacrifices qu'il faut consentir sur l'autel de la rentabilité des entreprises et de la sauvegarde des finances publiques. Les bons apôtres, suis-je tenté de dire! Car derrière ces jérémiades parfaitement orchestrées se dissimule une volonté de reprendre aux travailleurs ce que cinquante années de luttes ont arraché aux patrons et aux gouvernements successifs.

C'est fou ce que, ces derniers temps, certains consacrent de temps à analyser l'évolution de la sécurité sociale, ses modes de financement et les montants distribués par les différents secteurs.

Outre une proposition de loi déposée en avril dernier par les groupes CVP et PSC du Sénat et qui visait à instaurer un régime de pensions à trois niveaux et dont nous n'avons plus, heureusement, de nouvelles, nous avons vu, en cette fin d'année, se déchaîner le *Vlaams Economisch Verbond*, les partis libéraux, comme il se doit, l'Union professionnelle des entreprises d'assurances — celle-ci étant comme dans la fable du bon La Fontaine alléchée par un gâteau de belle taille —, la Feb, le service d'études de la première banque du pays qui s'est même payé le luxe de chiffrer ce que la sécurité sociale devrait, à l'avenir, garantir comme retraite aux pensionnés. Cette banque, qui s'y entend pour écumer les économies des travailleurs, propose 12 000 francs de pension pour un isolé et 15 000 francs pour un ménage, ce qui témoigne, vous en conviendrez, d'une générosité toute particulière en faveur du monde du travail.

Bref, on s'agit beaucoup à droite et, malheureusement, la gauche se disperse et se dilue dans des combats d'arrière-garde alors que les circonstances imposent, plus que jamais, un front uni et offensif pour réclamer des moyens accrus à ceux dont la droite vient d'accorder l'amnistie fiscale et un tas de primes à la fraude et à la dissimulation fiscales.

Incapable d'assurer un emploi à plus de 800 000 d'entre nous, le capitalisme et son expression politique qu'on retrouve sur les bancs du gouvernement veulent, en y mettant suffisamment de pommade, élaguer dans tous les secteurs de la sécurité sociale. Cette opération est en cours depuis plus de trois ans déjà. A cet effet, une multitude d'arrêtés de pouvoirs spéciaux ont été pris. Mais cela ne suffit pas.

Face au gâchis engendré par le système capitaliste et à sa soif de profits toujours plus grande, les travailleurs et leurs organisations doivent se battre pour maintenir cette formidable conquête qu'est la mise en place, au lendemain de la guerre, de la Sécurité sociale basée sur un système de répartition qui garantit l'évolution des pensions par rapport aux salaires. Et c'est en cela que je me différencie des propositions de Mme Michielsens.

Sur ce principe, et au fil des luttes, les travailleurs ont permis qu'aujourd'hui la retraite prenne une autre dimension.

Le Parti communiste est, pour ce qui le concerne, farouchement opposé au principe d'une protection sociale à trois étages, dont le dernier serait constitué par la participation personnelle des intéressés.

Il serait dangereux de voir s'instaurer de manière officielle un système supplémentaire reposant sur la capitalisation et qui à terme, en remettant en cause les systèmes existants, conduirait inexorablement à créer une retraite pour les riches et une retraite pour les pauvres.

En créant, comme ils le font, une inquiétude parmi les travailleurs, ceux qui développent la campagne actuelle tentent de faire admettre aux retraités la nécessité d'une baisse de leur pouvoir d'achat. Dans le même temps, cette campagne vise à dégager le patronat de ses responsabilités en matière de financement de la sécurité sociale.

Pour les communistes, les dépenses pour la santé, pour la retraite, pour la famille ne sont pas des charges mais constituent un élément d'une autre efficacité économique qui intègre dans ses calculs la réponse aux besoins sociaux des travailleurs et l'amélioration de la productivité qui en découle.

C'est en fonction de cette orientation que nous ferons des propositions concrètes quand sera abordée la réforme globale annoncée.

Mais nous ne nous contenterons pas de faire de nouvelles propositions, nous appellerons aussi les travailleurs et les bénéficiaires actuels de la sécurité sociale à engager les actions nécessaires à leur aboutissement. La démocratie, comme vous le voyez, passe aussi par l'association du plus grand nombre de personnes possible à la définition des nouvelles orientations.

D'autre part, je voudrais stigmatiser les hausses répétées et violentes des cotisations sociales à charge des travailleurs. J'ai, dans mes cartons, une étude de la *Landelijke Bediendencentrale*, la CNE flamande. De très nombreux exemples chiffrés démontrent que le gouvernement procède au pillage des revenus des travailleurs. Je vous cite un exemple que j'ai tiré de cette étude. Je ne partirai pas comme Mme Michielsens, d'une base de revenus de un million. Alors que les revenus bruts ont augmenté de 45 824 francs à 50 070 francs par mois en octobre 1981 et octobre 1983 pour un employé de 36 ans avec une personne à charge — soit une différence du brut de 4 246 francs — le net perçu par cet employé n'augmente que de 550 francs. Entre-temps, les prix ont grimpé de 17,65 p.c., ce que démontre le permanent Armand Vilijn de cette organisation. Et l'on pourrait multiplier de tels exemples qui prouvent, si besoin en est, que ce gouvernement a augmenté la fiscalité et la parafiscalité comme jamais auparavant.

Les libéraux ont d'ailleurs belle figure avec leurs sempiternelles promesses électorales de baisse des impôts. Ils sont les champions des hausses ! Une étude sérieuse, comme celle dont je viens de parler, pourrait très aisément en faire la démonstration. Pour ceux que cela intéresse, cela figurait dans *De Standaard* du début du mois de décembre. Ce terrible constat devrait remettre en cause la manière dont le gouvernement utilise les fonds qui lui sont confiés. Il n'en fait, hélas ! rien. Il se contente de diminuer les avantages distribués et d'exclure de plus en plus de gens du bénéfice de la sécurité sociale, tout en diminuant les prestations en faveur de ceux qui en sont les bénéficiaires.

Payer toujours plus pour recevoir de moins en moins, tel est le credo gouvernemental ! Pendant ce temps, la distribution de cadeaux gratuits en faveur du monde patronal continue. Les banques, les sociétés d'assurances piaffent d'impatience. Elles n'attendent qu'un signe pour passer à la curée.

Tout le monde va passer à votre moulinette.

Je vous cite quelques exemples : Hier, les kinésithérapeutes, le Fonds des handicapés, les hôpitaux publics ; aujourd'hui, de manière générale, les malades, les étudiants en médecine, les universités, les Vipo, les infirmières, le personnel soignant en général, le prix des médicaments, les honoraires médicaux, tout fait farine au moulin des compressions gouvernementales et des hausses de prix.

Votre société mercantile va s'effondrer et vous n'envisagez aucune thérapeutique pour un changement pourtant bien nécessaire.

Il y a quelques jours, l'ex-chancelier de l'Allemagne fédérale tirait la sonnette d'alarme. L'Europe va crouler comme un château de cartes si l'on ne met pas bon ordre au désordre monétaire et si on laisse les Etats-Unis faire en toutes choses à leur mode. Vous reposez sur du sable et vous refusez de voir cette situation. Pour notre part, nous allons essayer d'étaçonner ce qu'il y a de positif et balayer les trop nombreuses scories qui gangrèment l'édifice Belgique.

Seuls les travailleurs sont, dans leur ensemble, honnêtes dans ce pays. On connaît leurs ressources et ils contribuent, en conséquence, à la

redistribution de la richesse nationale. Tous ceux qui ont choisi l'étranger pour des raisons louches et obscures doivent être invités — par toute voie de droit — à participer au redressement des finances publiques, seul garant d'un avenir moins sombre. Se refuser les moyens pour parvenir à cet objectif, c'est condamner les très nombreux éléments sains de la nation à payer pour autrui, ce qui ne durera pas éternellement.

Monsieur le ministre, comme je l'ai dit au début de mon intervention, votre ministère est un des plus importants. Les libéraux et leurs compagnons de route au sein de votre parti font le forcing pour bouleverser l'édifice social si chèrement mis en place.

Je voudrais, en guise de conclusion provisoire, vous rappeler un bon principe : de chacun selon ses moyens et pour chacun selon ses besoins. Pour agir en toute honnêteté, il faut donc connaître les moyens réels des gens et fixer en conséquence leur contribution à l'édifice commun.

Hélas ! tous les actes passés et présents du gouvernement prouvent que ce n'est pas cette voie ardue que vous voulez emprunter. C'est donc une raison essentielle, à mon sens, pour ne pas approuver le projet de budget qui nous est présenté.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, op mijn beurt wil ik als gemandateerd spreker van mijn partij en als medevoorzitter van de commissie graag hulde brengen aan de rapporteur omdat hij in weinig woorden, maar accuraat, trouw heeft weergegeven wat in de korte commissiebesprekingen werd naar voor gebracht. Daarbij aansluitend zal ik een poging doen om, vertrekkend van enkele bijzonderheden, tot een meer algemene benadering van de sociale zekerheid te komen.

Het verslag heeft, althans voor de *petite histoire* het voordeel gehad bij de publieke opinie enige deining teweeg te brengen in verband met de pensioenen die worden betaald. Zo weet iedereen nu dat ongeveer 150 personen een pensioen genieten van meer dan 220 000 frank per maand, dat onder die 150 personen er 5 zijn die een pensioen genieten van meer dan 440 000 frank per maand en dat er één persoon is die een pensioen geniet van meer dan 675 000 frank per maand.

Maar dat is niet alles. Wie het verslag grondig heeft gelezen, weet dat van 60 729 pensioentrekkers het geslacht onbekend is ; men weet niet of de betrokkene een man of een vrouw is. Van 11 757 personen kent men de leeftijd niet. Men weet dus niet hoe oud of hoe jong zij zijn.

De heer Bascour, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Ik heb natuurlijk het bijzonderste voor het laatst bewaard. Uit hetzelfde verslag blijkt dat van die pensioengerechtigden er 459 jonger zijn dan 25 jaar en 178 jonger dan 17 jaar.

M. Vercaigne. — Il s'agit de pensions de jeunes orphelins dont les parents ou grands-parents ont eu une conduite exemplaire sous l'occupation ennemie.

De heer Van In. — Ik weet het wel, mijnheer Vercaigne, het is maar een kleine bijzonderheid over de dubieuze benaming « pensioenen », om straks tot de essentie van mijn uiteenzetting te komen.

Uit de inleiding van de minister bij de bespreking van de begroting weten wij ook hoe groot de beheerskosten zijn van de sociale zekerheid. Het is een punt — u was toen nog niet in het Parlement, mijnheer de minister — dat door ons geregeld naar voor werd gebracht. Het is nuttig daar even te blijven bij stilstaan. Deze beheerskosten, mijnheer de minister, bedragen volgens u, 31,2 miljard frank. Dat wil zeggen, 6,1 pct. van het bedrag dat bij wijze van bijdragen wordt verzameld. Dat bedrag is enerzijds te hoog, maar is anderzijds onderschat, omdat men bij het becijferen van deze algemene administratiekosten geen rekening houdt noch kan houden, met de ongelooflijke versnippering van de instellingen. Laat het ons grif toegeven. Wij zijn niet alleen verdeeld in tal van zuilen en in tal van belangengroepen, maar van streek tot streek bestaan er daarbinnen nog allerlei onderverdelingen om het zogenaamde beeld van de sociale zekerheid recht te houden en om, zoals collega Debusseré het op zijn manier heeft geïllustreerd, tot de sociale voorzorg bij te dragen.

Er ontbreken natuurlijk ook cijfers. U zult het mij niet kwalijk nemen, mijnheer de minister, wanneer ik een poging doe om die cijfers te vinden.

Waar anders kunnen wij deze cijfers vinden dan in het verslagboek van de Rijks sociale Zekerheid? Helaas, dames en heren, het jongste verslagboek is dat van het dienstjaar 1981 en werd ons bezorgd op het einde van 1983. De meest recente gegevens dagtekenen van het eerste kwartaal van 1982 en deze hebben dan nog enkel betrekking op bepaalde benoemingen. De eigenlijke cijfers dagtekenen echter van het derde kwartaal van 1981 en zijn dus in de huidige stand van zaken totaal achterhaald. Zij houden immers geen rekening met de multiple maatregelen die sedertdien door de regering werden uitgevaardigd, evenmin als met de belangrijke verschuivingen in het geheel van de sociale-zekerheidsgebeurtenissen.

Er zijn ook cijfers die wij helemaal niet terugvinden in dit jaarverslag. Er wordt wel met enige nadruk aangeduid hoe groot de achterstand is in de bijdragen voor sociale zekerheid van bepaalde werkgevers. Deze debetcijfers zijn merkwaardig genoeg opgesplitst per gewest. Men kan exact te weten komen hoeveel miljard men per gewest verschuldigd is aan de sociale zekerheid. Wij vragen al jaren, eens precies te becijferen hoe de inning en de verdeling van het geld van de sociale zekerheid over de twee gemeenschappen en de drie gewesten die dit onzalige land rijk is, gespreid zijn, maar wij tasten nog steeds in het duister. Het is dan ook niet te verwonderen dat men, zoals collega Peeters reeds aanhaalde, steeds stuit op gegevens die soms contradictorisch zijn en elkaar nauwelijks aanvullen. Het omfloerst karakter van deze gegevens bewijst precies dat er iets niet pluis is en dat er belangrijke transfers gebeuren van het ene landsgedeelte naar het andere.

Mijnheer de minister, wanneer men ons deze gegevens niet op een behoorlijke manier, recht voor raap, presenteert, laat men ons niet toe onze conclusies te trekken over het gevolgde beleid.

Ik kom nu tot de essentie van mijn betoog. De begroting die wij vandaag bespreken heet «begroting van Sociale Voorzorg», maar is in wezen de begroting van de Sociale Zekerheid. Zij is ook wettelijk de begroting van de Sociale Zekerheid, mijnheer Egemeers.

De heer Egemeers. — Daarmee ga ik akkoord.

De heer Van In. — Artikel 20 van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor de werknemers, een wet die onze fractie niet in het hart heeft gedragen en waarvoor wij op bepaalde punten voorbehoud hebben gemaakt, bepaalt dat er jaarlijks als bijlage bij de begroting van het ministerie van Sociale Voorzorg, uw departement, mijnheer de minister, een samenvattende begroting van de sociale zekerheid zal worden gevoegd. Dit artikel wordt geciteerd in het verslag, maar ik vind het noodzakelijk dit hier te herhalen. Deze begroting van de Sociale Zekerheid moet de inkomsten en de uitgaven bevatten zowel voor het geheel van de sociale zekerheid als per regeling, evenals de resultaten van het vorige jaar en de verwachtingen voor het lopende jaar en voor de twee daaropvolgende jaren. Paragraaf 2 van artikel 20 zegt dat in een andere bijlage dezelfde gegevens met betrekking tot de sociale-bijstandsregeling moeten worden vermeld. De cijfers die moeten worden verstrekt, overschrijden dus het klassieke karakter van de sociale zekerheid en men zou er de algemene lijnen moeten in terugvinden met betrekking tot de sociale bijstand zoals die aan alle medeburgers moet worden aangeboden.

Ik heb u gewezen op de versnippering die wij omzeggens institutioneel hebben georganiseerd. Er is eigenlijk nog veel meer dan dat, want in artikel 19 van dezelfde wet van 29 juni 1981 wordt bepaald dat er een openbare sociale-gegevensbank zou moeten worden opgericht die het geheel van de sociale zekerheid en bijstandsregelingen — ik leg de nadruk op het woord «bijstandsregelingen» — omvat. Ook de opdrachten, het statuut enzovoort, van de gegevensbank moeten worden vastgelegd. Het is nu januari 1984 en wij stellen vast dat van het verzamelen van die gegevens nauwelijks iets terecht is gekomen. Daarentegen koesteren we tal van instellingen, instituten en personen die zich intens bezighouden met het verzamelen van gelijkaardige of alternatieve gegevens. Zo zijn er de OCMW — ten aanzien van bepaalde gerechtigden —, zonder twiifel de pensioendiensten, de ziekenfondsen, de diensten voor werkloosheid uitgesplitst in de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, de syndicaten en de Hulpkas van de Staat in verband met de uitkering van werkloosheid-suitkering. Daarnaast zijn er dan nog de kassen voor kinderbijslag. Al deze instellingen houden zich bezig met het verzamelen van zogenaamde sociale gegevens, en toch zegt men ons dat men er om bepaalde principiële redenen niet toe komt deze gegevens te veralgemenen en ze onder te brengen op een manier die ons zou toelaten een beter inzicht te krijgen in de aard van de verstrekkingen en niet alleen, ik richt me tot mevrouw Michielsens, in het totaalbedrag dat bepaalde personen krijgen toegewe-

zen, maar ook, en dat is toch belangrijk, in de vooruitzichten die de maatschappij heeft in het licht van deze moeilijke situatie.

Er is nochtans een positief geluid, niet het eerste en waarschijnlijk ook niet het laatste. 1984, het Orwell-jaar wordt ook voor dit land aangekondigd als het jaar van de grote hervormingen op het gebied van de sociale zekerheid. Mocht dat zo zijn, dan leg ik er om te beginnen de nadruk op dat de totale begroting van Sociale Zekerheid die wij nu «onrechtstreeks» bespreken ongeveer 855 miljard beloopt. De begroting van Sociale Voorzorg zelf beloopt slechts 140 miljard. In wezen ontbreken nog een aantal gegevens in de tabellen. Ik som er enkele op, niet om u erop te wijzen dat zij misschien beter op andere plaatsen zouden worden ondergebracht, maar om u erop attent te maken dat die gegevens ook deel uitmaken van het systeem van sociale zekerheid zoals dat niet door ons, maar tegen ons is uitgebouwd. Er zijn, onder andere de kredieturen, het systeem van de jaarlijkse vakanties, de fondsen voor bestaanszekerheid en het geheel van de middelen verstrekt door de OCMW. Deze vier takken alleen al zijn waardevol genoeg om te worden ondergebracht op de plaats waar zij effectief thuishoren. In afwachting moeten die onderdelen ergens anders worden ondergebracht. U kent, mijnheer de minister, desbetreffend de opties van mijn partij. De kredieturen bijvoorbeeld, beschouwen wij als een aangelegenheid van meer persoonlijke aard, waardoor zij best naar de bevoegdheid van de gemeenschappen worden overgeheveld.

Dit alles om u te zeggen dat het niet bij mooie woorden mag blijven. Om te beginnen moet ervoor worden gezorgd dat er actuele gegevens voorhanden zijn.

Op dat moment alleen, waarde vrienden uit de PVV en waarde vrienden uit de CVP, zullen wij ertoe in staat zijn een oordeel te vellen, niet alleen over de gang van zaken in de sociale zekerheid, niet alleen over de toekomst van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, niet alleen over de vraag of de pensioengerechtigden van vandaag, morgen of overmorgen nog van hun pensioen zullen verzekerd zijn, maar in eerste instantie over de manier waarop het systeem functioneert. Pas dan zullen wij kunnen weten of wij bereid zijn af te stappen van een absurd geworden paritair beheer, opgezet veertig jaar geleden. Dan zullen wij ook kunnen vaststellen, zoals ik het hier reeds enkele jaren geleden aankondigde, dat de sociale zekerheid wordt rechtgehouden minder door bijdragen van individuen dan door bijdragen van de gemeenschap. Als dat zo is moeten daaruit bepaalde consequenties worden getrokken. Men moet van een fictie durven afstappen, heilige huisjes durven opblazen, de zuilen durven doorbreken. Als dat niet kan, als men zulks niet durft, dan zal men ook nooit tot een wezenlijke hervorming van de sociale zekerheid komen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Gevenois.

M. Gevenois. — Monsieur le Président, mesdames, messieurs, comme l'a souligné M. Vercaigne, il y a un instant, votre budget, monsieur le ministre, est incontestablement important, surtout à l'heure actuelle.

On en parle, il fait écrire, mais par-dessus tout, il entretient une inquiétude qui croît chaque jour, car il s'agit d'un terrain sur lequel s'affrontent deux conceptions opposées: la nôtre, basée sur la solidarité et celle d'une partie d'entre vous, basée sur les possibilités qu'offre l'argent.

Les travailleurs, les pensionnés, les invalides, tous ceux qui vivent difficilement de leurs revenus, sont attentifs et s'interrogent sur leur avenir.

Il ne faudrait pas oublier que c'est eux qui ont, jadis, ressenti et compris la nécessité de s'organiser pour se défendre contre les malheurs de la vie et s'affranchir des manifestations de charité dont ils étaient l'objet.

Ce n'est que plus tard que l'Etat a bien voulu s'en occuper et les aider. Ils n'ont, je crois, dans ce domaine de leçon à recevoir de personne.

Le vote de la loi de 1945 créant la sécurité sociale ne fut pas un cadeau. Il arrivait après un conflit mondial qui avait rapproché les hommes et il n'est pas interdit de penser que certains d'entre eux avaient compris que pour réaliser les gros profits, qui allaient être possibles après cette guerre, il fallait que cela se fasse dans la paix sociale.

Cette loi ne s'adressait d'ailleurs qu'aux travailleurs et à leurs familles.

Peu à peu, elle a été complétée pour être ce qu'elle est aujourd'hui: un moment de sécurité qui a permis, jusqu'à présent, au pays de traverser la crise sans trop de dégâts.

Cette sécurité sociale a été largement financée par les travailleurs par leurs cotisations et par leurs impôts.

Une partie d'entre eux est aujourd'hui sans travail et certains voudraient rendre les 800 000 demandeurs d'emplois responsables de cette situation et cela pour attaquer le système si laborieusement mis au point.

Le même raisonnement s'étend à tous ceux qui sont aujourd'hui retraités mais qui, par leur travail, ont fait notre prospérité au cours des quarante dernières années.

Quelle façon de remercier les gens !

Toutefois, il n'entre nullement dans nos intentions de nier l'évidence : les chiffres sont là, nous devons en tenir compte.

Il faut faire un effort, nous le savons !

Les organisations de gauche ont fait des propositions.

Vous-même, monsieur le ministre, vous avez courageusement élaboré une proposition de réforme de la sécurité sociale.

Bien que nous n'admettions pas toutes vos solutions, elle était au moins basée sur une notion qui nous est commune : la solidarité.

Je dis « était », car vos partenaires gouvernementaux et particulièrement les libéraux flamands ne partageaient pas votre point de vue, nous l'avons entendu tout à l'heure.

Votre réforme est donc encommissionnée et personne ne peut dire quand elle réapparaîtra et sous quelle forme.

Mais en attendant, il faut trouver des solutions.

Vous en avez trouvé en 1982, en 1983 et d'autres encore pour 1984.

Les cotisations, les tickets modérateurs, les interventions diverses dans tous les frais ont été augmentés.

Je me demande jusqu'à quel point vous allez dégraisser les bénéficiaires de petits revenus que vous risquez de placer dans une situation voisine de la pauvreté.

Il faut arrêter cette escalade et trouver d'autres solutions.

Je voudrais m'attarder à un secteur particulier qui pose de nombreux problèmes : celui de l'assurance-maladie.

Il est d'autant plus difficile à gérer qu'il concerne trois groupes : le gouvernement, les assurés et les prestataires de soins.

Si on constate la facilité avec laquelle vous réglez le sort des autres prestataires, le seul groupe qui vous pose des problèmes est celui des médecins.

Voilà, certes, un groupe peu important par le nombre, quelque 26 000, mais terriblement efficace sur le terrain.

Dire 26 000 n'est pas exact, car l'organisation syndicale qui les représente ne compte pas la moitié de l'effectif total, mais elle constitue un important fer de lance.

Dans ce secteur, il nous semble qu'on dépense assez d'argent pour que le but qui devrait être visé, soit atteint, c'est-à-dire garder notre population en bonne santé.

On dépense assez d'argent, mais on ne le dépense pas bien.

Nous savons — et vous savez aussi — que des dépenses ne sont pas toujours justifiées, qu'elles ne servent pas toujours la santé, mais qu'elles permettent souvent à certains organismes de réaliser des bénéfices sans rien apporter à l'état sanitaire des populations.

Vous reconnaissez vous-même dans vos rapports que ce ne sont pas les assurés qui sont les responsables de la surconsommation de soins, mais que cette responsabilité est à reporter sur le monde médical, seul prescripteur, qui jouit d'un monopole extraordinaire et exagéré.

N'essayons pas de lancer des campagnes de moralisation pour dépenser moins, pour dépenser quand c'est nécessaire, nous perdrons notre temps.

Personne ne conteste aux médecins le droit de gagner largement leur vie, mais dans des limites quand même acceptables.

Ne pouvant renverser le monopole dont ils bénéficient et ne voulant pas non plus atteindre le niveau sanitaire de la population, il faut faire en sorte que certains actes coûtent moins.

Personne ne se fait opérer si ce n'est nécessaire, mais il est facile de faire une radiographie ou de subir une prise de sang parfaitement inutiles. Je crois que je prêche un convaincu.

Dans ce domaine de la santé, il y a des modes et des vagues : toute technique nouvelle doit être appliquée, tout nouveau matériel doit être utilisé.

Ces techniques et ce matériel changent et il est normal et humain que le praticien et le malade veuillent disposer des meilleurs.

Or vous voulez limiter le recours à ces techniques en augmentant la marge contributive des assurés. C'est un moyen, mais nous ne l'admettons pas.

C'est un grand risque à prendre, car vous pouvez placer ceux qui en ont réellement besoin devant des difficultés financières telles que certains éviteront d'avoir recours à ces examens, à ces techniques, mettant peut-être leur vie en danger.

Ce serait créer une inégalité supplémentaire devant les soins pour ceux qui tout en étant cotisants à la sécurité sociale seraient limités par leurs ressources.

Je pense qu'il faudrait en arriver à un autre système qui consisterait à financer les installations, le fonctionnement ainsi que les utilisateurs, qu'ils soient médecins ou techniciens, le tout sous forme de budget.

Ceci permettrait à chacun de bénéficier de toutes les techniques sans tenir compte des ressources et il n'y aurait plus de raison de multiplier les actes puisqu'ils ne seraient plus payés.

Cette méthode permettrait aussi d'intervenir dans le coût des équipements lourds nécessaires, mais que peu d'hôpitaux peuvent se payer si ce n'est ceux émergeant au budget des communes.

J'en viens maintenant au problème posé par les personnes âgées qui consomment une part importante des ressources de l'assurance maladie.

C'est un âge où il est normal de se surveiller, car, l'organisme vieillissant, le corps est moins résistant, beaucoup de malaises s'installent. C'est l'âge des grands risques.

Les personnes âgées le savent et s'organisent de telle sorte qu'avec la complicité du médecin, elles sont placées sous surveillance constante. Ensemble, ils organisent une espèce de médecine préventive du vieillard.

Qui peut les blâmer ? Pas moi.

Mais cela coûte cher pour un travail qui parfois ne prend que quelques minutes chez le patient.

Je crois donc que plutôt que de fermer les yeux et de faire semblant de ne pas voir ce qu'on refuse aux centres de soins intégrés, c'est-à-dire les soins préventifs, il serait temps et courageux de rencontrer le besoin qui est créé depuis longtemps.

Les centres de soins intégrés, là où ils existent, et l'organisation des soins primaires ailleurs, devraient être concernés par ce problème.

Voilà deux exemples de ce que j'aurais voulu voir dans vos propositions, monsieur le ministre, et que je ne trouve pas. Il ne s'agit que de deux exemples parmi d'autres susceptibles de rétablir l'égalité de tous devant la maladie et permettant de diminuer les dépenses de l'assurance.

A mon sens, aucun équilibre convenable ne pourra être rétabli si on n'en vient pas aux idées novatrices. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Deprez.

De heer Deprez. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, bij het nalezen van het voortreffelijk verslag van collega Claeys ben ik andermaal zwaar onder de indruk gekomen van de precaire situatie waarin de sociale zekerheid zich bevindt.

Niettegenstaande bijdrageverhogingen en besparingen sluit het jaar 1982 af met een negatief saldo van 1,8 miljard en voor 1983 wordt reeds rekening gehouden met een globaal tekort van circa 20 miljard, zodat de laatste reserves dienen te worden aangewend. Er zal moeten worden geëld.

De oorzaken met de gevolgen zijn voldoende geanalyseerd en algemeen bekend. Sedert vele jaren reeds wordt er gesproken over de noodzaak om de sociale zekerheid aan te passen aan de evoluerende economische, sociale en demografische situatie. Het is steeds bij woorden gebleven, maar nu is er geen andere uitweg meer. De kassen zijn leeg en dan blijven er slechts twee mogelijkheden over : de inkomsten verhogen en/of de uitgaven verminderen. Dat lijkt gemakkelijk, maar dat is het niet.

Het wordt een ingewikkelde en delicate operatie, vooral als men voor ogen houdt dat de hervormingsmaatregelen economisch haalbaar maar ook sociaal verantwoord, dit wil zeggen billijk en rechtvaardig moeten zijn. Het lijkt in ieder geval aangewezen de basisprincipes van de sociale zekerheid aan te houden en te valoriseren, namelijk de persoonlijke verantwoordelijkheid via het verzekeringssysteem en de solidariteit via verplichte bijdragen en de staatstussenkomst.

Wellicht werd de laatste jaren de verantwoordelijkheid te sterk naar de gemeenschap toe geschoven en moet de persoonlijke verantwoordelijkheid worden versterkt, zowel wat het bijdragenaandeel als de risico-dekking betreft.

De inkomsten verhogen is echter in de huidige stand nog nauwelijks denkbaar als men weet dat de globale fiscaliteit en parafiscaliteit gemiddeld bijna 50 pct. van het inkomen bedraagt. De sociale realiteit wijst bovendien uit dat de actieven geen stijging van het indirecte loon meer aanvaarden.

De bijdragen van de ondernemingen kunnen zeker niet meer worden verhoogd, als men de concurrentiekracht van onze economie niet wil ondermijnen. Ik weet wel dat er kan worden getwist of ons land na de recente maatregelen inzake indexerende bijdrageverhogingen enzovoort, al dan niet nog concurrentieel blijft. Het is een interessante maar vrij theoretische discussie, want het is gevaarlijk te werken met gemiddelden over twee jaar en bovendien is het concurrentievermogen nog geen garantie voor rendabiliteit.

Men moet inderdaad niet alleen rekening houden met wat in 1982 en 1983 is gebeurd, maar ervan uitgaan dat tussen 1973 en 1981 zowel lonen, sociale bijdragen en belastingen als rentevoeten, aanzienlijk vlugger gestegen zijn bij ons dan in de andere EG-landen. Deze «voorsprong» is nog niet volledig ingehaald.

Het komt erop aan dat wij, wat het concurrentievermogen en de ondernemingsrendabiliteit betreft, blijvende voorsprong verwerven op onze handelspartners. Daarom moeten wij ons beheersen, ook in de bedrijfslasten, want een stevige economie met rendabele ondernemingen is de onmisbare voorwaarde voor tewerkstelling en het behoud van de sociale zekerheid.

Sedert geruime tijd worden er heel wat vragen gesteld betreffende de financiering van de sociale zekerheid voor werknemers. Volgens sommigen immers kan het loon niet langer als basis voor de bijdrageberekening worden aangehouden omdat deze te smal wordt, te discriminatoir is voor de arbeidsintensieve ondernemingen ofwel omdat bepaalde prestaties zoals kinderbijslagen en geneeskundige zorgen niets met de onderneming te maken hebben.

In dat verband dient er eerst duidelijk te worden gesteld dat de financieringswijze geen enkele invloed heeft op de hoeveelheid middelen die er nodig zijn voor de financiering maar enkel terugslag heeft op de verdeling tussen de ondernemingen onderling.

De volledige fiscalisering van de sociale zekerheid is voor ons zeker geen geldig alternatief, want het leidt tot collectivisering — ondoorzichtigheid —, oneigenlijk gebruik en onverantwoordelijkheid in het beheer.

De toegevoegde waarde als berekeningsbasis heeft meer aanhangers en ook u, mijnheer de minister, zou ervoor te vinden zijn indien dit in Europees verband kan worden veralgemeend maar precies dat, naast de onzekerheid van de resultaten, is zo een zware voorwaarde dat daarom alleen al het loon voorlopig de enige hanteerbare formule blijft.

Deze blijft bovendien ook zinvol als men uitgaat van de idee dat de sociale-zekerheidsbijdragen een deel van het loon zijn en dat het via de arbeid is dat de mens in zijn onderhoud en dat van zijn gezin moet kunnen voorzien. Het is dit inkomen dat moet worden beschermd, aangevuld en vervangen indien bepaalde risico's zich voordoen.

Zelfs als sommige risico's niet direct verband houden met de onderneming dan nog hebben ze een terugslag op het arbeidsinkomen dat aangetast of ontoereikend wordt zodat de persoonlijke verantwoordelijkheid en de solidariteit via het loon binnen de werknemersgroep logisch en verantwoord is. De stelling dat financiering van de sociale zekerheid op basis van het loon tewerkstellingsvernietigend zou zijn, moet toch sterk worden gerelativeerd. Echt op termijn tewerkstellingsvernietigend is het niet tijdig aanpassen van het produktieapparaat door innovatie- en/of rationalisatie-investeringen.

Arbeidsbesparende investeringen lijken slechts arbeidsplaatsvernietigend maar zijn de voorwaarde voor het behoud en de groei van de tewerkstelling. Zonder de huidige rationalisatie in de textiel zou deze sector op termijn geen enkele overlevingskans meer hebben gehad.

De sanering van de sociale zekerheid zal vooral moeten gebeuren op het vlak van de prestaties. Willen wij de sociale zekerheid als waardevolle verworvenheid behouden, dan zullen wij de uitgaven moeten beheersen. Dit is gemakkelijk gezegd en wordt dikwijls al te gemakkelijk gezegd

maar het is niet zo gemakkelijk te realiseren want dit raakt aan het inkomen. Toch zal er een grotere selectiviteit aan de dag moeten worden gelegd willen wij de sociale zekerheid in stand houden ten bate van degenen die ze echt nodig hebben. Wellicht kunnen bepaalde risico's, behalve voor sommige categorieën verzekerden, uit de verplichte ziekte-verzekering worden gehaald, en overgelaten aan de vrije aanvullende verzekering, zonder daarom een copie te zijn van het systeem voor de zelfstandigen. De «zieke» responsabiliseren is alleszins het eenvoudigst; men schrapt een aantal prestaties uit de verplichte verzekering, verhoogt het remgeld enzovoort. Moeilijker wordt het wanneer men ook de geneesheren, de ziekenhuizen, de paramedici enzovoort wil «intomen» bij het soms te veelvuldig herhalen van sommige prestaties, het verlengen van het ziekenhuisverblijf enzovoort. Wie, behalve de geneesheer, kan uitmaken wat voor de gezondheid van de patiënt noodzakelijk, wenselijk of overbodig is? Dit alles wijst erop dat het gemakkelijk is erover te praten maar dat het heel wat minder gemakkelijk is dit in de realiteit waar te maken. Wellicht kan in de toekomst nog meer nut worden gehaald uit de zogenoemde medische profielen.

Als wij de cijfers van de actuariësen mogen geloven — en waarom zouden wij dit niet tot op zekere hoogte? —, dan zijn de vooruitzichten wat de pensioenen betreft, gewoon dramatisch omwille van de veroudering van de bevolking en het toenemend aantal gerechtigden. Ook dit is een complex gegeven waarvoor noodzakelijk moet worden ingegrepen. Wellicht zal van een bepaald bedrag af de pensioenverzekering moeten worden overgelaten aan de vrije keuze. Misschien kan, mits de nodige aanpassingen gebeuren, het sedert enkele jaren bestaande aanvullend pensioen voor zelfstandigen model staan.

Tot slot wil ik nog stellen dat elke hervorming van de sociale zekerheid gezinsvriendelijk moet zijn. Dit wil zeggen dat er rekening dient te worden gehouden met de samenstelling van het gezin en met het aantal kinderen ten laste. Dit kan niet los worden gezien van de fiscaliteit, wat er ons toe brengt te zeggen dat er naast de hervorming van de sociale zekerheid ook een herziening nodig zal zijn van een aantal fiscale bepalingen.

Mijnheer de minister, wij kennen uw werkkraacht, uw overtuigingskracht, uw zin voor rechtvaardigheid, efficiëntie en overleg en wij zijn er dan ook zeker van dat u de hervorming van de sociale zekerheid in goede banen zal leiden. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, in de eerste plaats sluit ik mij aan bij de dankwoorden aan de rapporteur voor de correcte en volledige manier waarop hij de besprekingen in de commissie heeft weergegeven. Ik dank ook degenen die hun goedkeuring erover uitspraken dat de begroting van Sociale Voorzorg al bij het begin van het jaar kan worden behandeld — zij werd trouwens vóór nieuwjaar in de commissie besproken —, wat ook het geval is voor de begroting van Volksgezondheid die over veertien dagen hier aan de orde komt.

Het is mij opgevallen dat het nuttiger zou zijn geweest beide begrotingen samen te behandelen want heel wat uiteenzettingen die wij vandaag hebben gehoord hadden evenveel te maken met de volksgezondheid als met de sociale voorzorg.

Terecht hebben verscheidene sprekers erop gewezen dat de begroting van Sociale Voorzorg in feite de begroting van de Sociale Zekerheid is. Het is dan ook niet toevallig dat men in de bespreking ruim over de hele problematiek van de sociale zekerheid heeft gehandeld en ook de hervorming daarin heeft ingecalculeerd. Ik zal dit ook in mijn antwoord doen.

In antwoord op de opmerkingen van de heer Van In, stel ik — en ik heb dit ook in de commissie gezegd — dat hoewel in de letterlijke betekenis niet aan de vereisten van de wet-Dhoore inzake de voorstelling van de globale begroting van Sociale Zekerheid werd voldaan, de commissieleden toch ruimschoots over alle elementen hebben kunnen beschikken waarvan in deze wet sprake is. Ik heb een overzicht gegeven van de resultaten van 1982 en 1983, en heb een globale begroting gemaakt voor 1984. Ik heb eveneens melding gemaakt in de hervormingsvoorstellen van een projectie tot in 1990. Indien formalistisch gezien niet aan de vereisten werd voldaan, dan meen ik toch dat het geheel van de gegevens die voorkomen in het verslag, beantwoorden aan wat werd gevraagd.

Waar ik het volledig eens ben met de heer Van In — ik heb dat herhaalde malen gezegd —, is dat het beschikbaar-stellen van de gegevens die noodzakelijk zijn voor een goed beheer van de sociale zekerheid, mank loopt. Ik kan enkel met hem betreuren dat het jongste verslag over het geheel van de sociale zekerheid grotendeels gebaseerd is op gegevens van 1981 en dat de goudmijn aan gegevens die in de verschillende regimes van de sociale zekerheid beschikbaar zijn, onvoldoende in operationele termen werd vertaald. Ik probeer daar in de mate van mijn mogelijkheden iets aan te doen. Zo heb ik onder meer, in afwachting dat wij tot een echte sociale-gegevensbank kunnen komen, aan het departement opdracht gegeven om in samenwerking met de verschillende parastatale instellingen een mathematisch model van de sociale zekerheid op te stellen, zodanig dat wij meer dan nu het geval is de evolutie van dag tot dag zouden kunnen volgen. Wanneer deze gegevensbank operationeel zal zijn, zal ik niet nalaten ook het Parlement deze gegevens mede te delen.

Er werd hier terecht gezegd dat de sociale zekerheid als systeem van maatschappelijke solidariteit moeilijke tijden doormaakt. Sommigen, zoals collega Walter Peeters, hebben niet gearzeld het woord onbetaalbaar te gebruiken, en niet helemaal ten onrechte. Immers, de crisis-situatie die wij nu kennen heeft rechtstreekse gevolgen voor de sociale zekerheid. Een werkloosheid van het huidige niveau, gekoppeld aan een veroudering van de bevolking, zijn twee externe factoren die op de sociale zekerheid een rechtstreekse impact hebben. Ik ben graag bereid te erkennen dat er ook interne factoren zijn aan het mechanisme zelf van de sociale zekerheid mede aan de basis liggen van de problematiek. Dat echter ook de externe factoren een rechtstreeks effect hebben, kan men moeilijk ontkennen. Het zou getuigen van struisvogelpolitiek daarmee geen rekening te houden.

Ik wil er toch op wijzen dat ik in dit debat heel wat kritiek en opmerkingen heb gehoord over de richting die de sociale zekerheid uitgaat, maar dat er weinig alternatieven werden geboden voor wat wij op het ogenblik pogen te doen. Waarschijnlijk zijn er ook niet veel alternatieven. Terecht hebben sommigen erop gewezen — daarom heb ik met opzet, daarover zoveel gegevens ter beschikking gesteld van de commissie — dat in de verschillende landen van Europa, inzake de problematiek van de sociale zekerheid, de aanpak niet zozeer verschilt, niettegenstaande er belangrijke verschillen zijn in de meerderheden die aan het bewind zijn. Men moet in die zaken de ogen openhouden.

Naar mijn gevoel heb ik hier te dikwijls uiteenzettingen gehoord waarin men beweerde dat het een echt schandaal was dat men aan bepaalde uitkeringen durfde raken en in dezelfde gedachtegang van oordeel was dat het even schandelijk was dat men meer bijdragen zou durven vragen om het systeem te financieren. Men kan niet tegelijkertijd het ene en het andere bereiken. Men kan niet stellen dat men het geheel van het systeem in leven moet houden en aan niets mag raken, en zeggen dat de middelen om het systeem te financieren niet mogen worden gevraagd. Het systeem van sociale zekerheid is erop gericht, enerzijds, in een aantal situaties vervangingsinkomens te verzekeren of bijkomende inkomsten, wanneer er specifieke lasten zijn in verband met de kinderlast en de gezondheidszorg en, anderzijds, deze transfers te doen betalen met middelen die daarvoor eerst moeten worden opgehaald, in belangrijke mate in de vorm van bijdragen. Wanneer de basis voor deze bijdragen wegens vergrijzing van de bevolking en wegens de werkloosheid vernauwt, dan is er geen uitweg. Men moet of drastisch de uitkeringen verminderen of aan die kleinere groep een grotere bijdrage vragen, ook al zou dat niet tot een een groter voordeel leiden, aangezien de groep van uitkeringsgerechtigden steeds groter wordt.

Het is ook een vorm van struisvogelpolitiek te beweren, wat ik de jongste tijd vooral in het milieu van de sociale gesprekspartners te veel hoor, dat de sociale zekerheid verre van failliet zou zijn, dat de sociale zekerheid alles samen genomen relatief weinig schuld geeft. Dat is juist. Maar dat is er totale abstractie van maken dat deze sociale zekerheid voor een vierde à een derde van haar inkomens afhankelijk is van overheidssubsidies die in het deficit begrepen zijn en voor een belangrijke mate door schulden moeten worden gedekt. Het systeem van de sociale zekerheid zien los van het probleem van de overheidsfinanciën is voor mij evenzeer aan struisvogelpolitiek doen als geen rekening houden met de reële termen waarin zich de problemen van de sociale zekerheid voordoen. Ik kom straks terug op de problematiek van de hervorming.

Ik meen dat er ten opzichte van de aanpak van de sociale zekerheid weinig alternatieven zijn. Het feit dat men in verschillende landen van Europa een gelijkaardig beleid voert is niet toevallig. Al deze landen worden met gelijkaardige problemen geconfronteerd: een hoge graad van werkloosheid en een vernauwde basis van financiering. Zij worden

alle geconfronteerd met een vergrijzing van de bevolking en de effecten daarvan op de sociale zekerheid.

Ik wil even ingaan op het betoog van collega Egelmeers. We moeten elkaar goed begrijpen. Een van de belangrijkste elementen in het evenwicht van de sociale zekerheid is ongetwijfeld de tewerkstelling. Het zijn met name de tewerkgestelden die bijdragen en niet als werklozen uitkeringsgerechtigd zijn. Zij staan derhalve in voor meer inkomsten en vermijden dat uitgaven moeten gebeuren. Vandaar dat ik van oordeel ben dat de minister van Sociale Zekerheid de grootste bondgenoot is van de minister van Tewerkstelling in zijn streven om meer tewerkstelling tot stand te brengen.

Maar wanneer dan de regering stelt dat zij als onmiddellijk objectief streeft naar een stabilisering van de tewerkstelling, dan mag men daar rond geen misverstand creëren. De problemen zijn zo al moeilijk genoeg. Stabilisering van de tewerkstelling wil geenszins zeggen dat er een daling is van de werkloosheid. De resultaten van een beleid in termen van stabilisering van de tewerkstelling worden niet gemeten in termen van een daling van de werkloosheid want wij worden tot in de jaren 1985-1986 geconfronteerd met een jaarlijkse netto-toename van de beroepsbevolking met ongeveer 20 000 eenheden per jaar. Het is derhalve duidelijk dat wanneer men erin slaagt de tewerkstelling te stabiliseren, men om die reden nog altijd met een stijging van de werkloosheid heeft af te rekenen. In de projectie die ik heb gemaakt naar 1990, ben ik uitgegaan van een stabilisering van de tewerkstelling, maar heb ik rekening gehouden met een stijging van de werkloosheid ingevolge de stijging van de bevolking die wij de komende jaren nog zullen kennen. Wat dat betreft, moet men de problemen in de juiste termen stellen, ook al weet ik dat daar een zekere verwarring, ook bij de publieke opinie, rond is ontstaan.

Zo kom ik tot de problematiek van de hervorming waarbij ik de eerste ben om te zeggen dat zij inderdaad noodzakelijk is en dat wij een aantal ingrijpende maatregelen moeten kunnen nemen die ook het mechanisme zelf van de sociale zekerheid in sommige sectoren zal moeten aangrijpen om te vermijden dat wij binnen nu en enkele jaren, worden geconfronteerd met een systeem dat niet meer draaglijk is. Ik kan mevrouw Herman volgen waar zij zegt dat men moet vermijden, rond deze problematiek te gemakkelijk de ideologische toer op te gaan. De problematiek is, inzake de soort van maatschappij waarin wij morgen zullen leven, te belangrijk dan dat hierrond de polemieken of de ideologische toer te snel kan worden opgegaan. Men moet eerder proberen te komen tot een serieën en een zo objectief mogelijk gesprek om hopelijk uit te monden in een nieuwe consensus zoals die ook in 1945 rond de sociale zekerheid is mogelijk gebleken. Ik zal in ieder geval alles in het werk stellen opdat dit het geval zou zijn; vandaar dat ik zo snel mogelijk een bespreking wil hebben rond geconcretiseerde oplossingen en niet rond theoretische modeldiscussies want op die manier zullen wij niet uit de problemen geraken. Vandaar dat ik, na het overleg dat wij met de sociale gesprekspartners hebben gehad, heb voorgesteld dat wij zouden pogen tot een reeks van kaderwetten te komen die wij én in de interministeriële werkgroep én met de sociale partners zouden behandelen alvorens er mee voor het Parlement te komen. Ik hoop dat deze kaderwetten in het Parlement tot een diepgaande bespreking zullen leiden over de sociale zekerheid van morgen. Ik wil eveneens een pleidooi houden om evenmin in een polemieken over te slaan inzake de terminologie. Wanneer bijvoorbeeld, wordt gesproken van kaderwetten, mag men daar niet onmiddellijk het etiket volmachten of bijzondere machten gaan opplakken. Te dien aanzien, ook in termen van sociale zekerheid, moet men in de verhouding tussen executieve en Parlement toch tot nieuwe relaties komen. Ook daar moet men ervoor waken niet in de polemieken of de karikatuur te vervallen.

Ik hoop in de eerstkomende weken een tiental kaderwetten te kunnen voorleggen aan de betrokken werkgroepen om tot een reeks ontwerpen te kunnen komen die zowel aan de kant van de financiering, van het inkomen, als aan de kant van de uitgaven tot een hervorming van het systeem kunnen leiden zonder de basisprincipes van het systeem in het gedrang te brengen.

De sociale zekerheid is ongetwijfeld een belangrijke pijler voor het inkomen van de bevolking. De sprekers die daarop hebben gewezen kan ik volmondig bijvallen. De hervorming van die sociale zekerheid kan dan ook niet los worden gezien van de hervorming van de fiscaliteit, zonder dat ik wil stellen dat zij in één operatie moet gebeuren. Er zijn duidelijke verbanden tussen wat men doet op het vlak van hervorming van de sociale zekerheid en op dat van hervorming van de fiscaliteit in die mate dat beide samen bepalend zijn voor de uiteindelijke inkomenspositie van de bevolking. Derhalve is het ook niet toevallig dat in de regeringsverklaring over de beide dimensies wordt gesproken waarbij de

vragen belangrijk zijn, wat de uiteindelijke inkomensverdeling wordt, enerzijds, en hoe men daarin de gezinsdimensie verwerkt, anderzijds. Daar hebben collega's Deprez en De Clercq het belang van onderstreept.

Ik kom nu tot een aantal meer specifieke punten. Omdat verschillende collega's erop hebben gewezen, vestig ik vooraf de aandacht erop dat de hervormingswerkzaamheden geenszins in contradictie zijn met het werk dat de commissie-Dilemans doet. Die commissie verricht op haar niveau belangrijk werk wat betreft het verkrijgen van een grotere doorzichtigheid en een grotere coherentie, en ik hoop ook een grotere vereenvoudiging van het systeem van de sociale zekerheid. Zij kan een beslissende bijdrage leveren. Het interimrapport was reeds een merkwaardig document. Voor zover ik het kan overzien, heb ik de indruk dat de commissie verder in die richting belangrijk werk presteert.

Op de meer concrete punten die hier naar voor werden gebracht betreffende de verschillende sectoren, wil ik even ingaan.

Zonder in details te treden over de pensioensector, gezien deze problematiek nog aan de orde zal komen bij de bespreking van de begroting van Pensioenen en bij de bespreking van het ontwerp-Mainil, dat reeds een eerste belangrijk ontwerp is in het kader van de hervorming van de sociale zekerheid, wil ik even wijzen op de statistiek die op vraag van de commissie, ter beschikking werd gesteld. Deze statistiek werd door het Riziv opgemaakt.

De heer Van In heeft daarjuist, nogal ironisch, op een aantal punten uit deze statistiek gewezen. Ik wil er hem op mijn beurt op wijzen dat het Riziv hier pionierswerk heeft verricht, wat niet onmiddellijk tot zijn opdracht behoort.

Immers, ter gelegenheid van het invoeren, twee of drie jaar geleden, van de bijdrage voor de ziekteverzekering voor de gepensioneerden werd door de ziekteverzekering voor het eerst een soort kadaster voor de pensioenen opgemaakt, waarin tot nu toe de verschillende stelsels voor de pensioenen niet waren geslaagd.

Dat deze eerste statistiek die door de ziekteverzekering ter beschikking werd gesteld een aantal onvolkomenheden vertoont, kan ik het Riziv moeilijk kwalijk nemen. Ik meen integendeel dat zij, wat betreft de doorzichtigheid van de pensioensector, een belangrijke dienst hebben bewezen met het werk dat zij daar hebben volbracht en dat in de komende jaren zal moeten worden verrijkt. Ik ben graag bereid, aansluitend op een suggestie van de heer Vangeel, om deze cijfers geregeld ter beschikking te stellen van het Parlement omdat ik meen dat zij één van de basisgegevens zijn om de pensioensector te kunnen volgen.

Ik wil er ook op wijzen dat men een didactische inspanning zal moeten doen om de juiste betekenis van deze statistiek te verduidelijken. Bij de abrupte publicatie — daar heb ik mede schuld aan — zonder voldoende uitleg betreffende de betekenis van de statistiek, zijn er een aantal misverstanden ontstaan. Inderdaad gaat het hier — het is een voordeel maar men moet het weten — om een statistiek die het wettelijk en het bijkomend extra-legaal pensioen integreert. Ten tweede, is het een statistiek opgemaakt vóór belasting. Dat zal vooral in de komende jaren een belangrijk gegeven zijn waarmede men rekening zal moeten houden en waar de heer Vangeel terecht de aandacht heeft op gevestigd. Het belastingregime van de vervangingsinkomens en meer bepaald van de pensioenen werd in de voorbije twee jaar vrij ingrijpend gewijzigd zodat het egaliserend effect van de fiscaliteit groter zal worden in de pensioensector.

Ten derde, dateert de statistiek van vóór de periode van aftopping ingevolge de zogenaamde wet-Wyninckx.

Tenslotte moet er nog rekening worden gehouden dat voor de openbare sector in de jaren 82-83-84 het indexsysteem «centen in plaats van procenten» werd toegepast, zodat de volgende statistieken een grotere gelijkheid in deze sector zullen vertonen.

Ik meen dat het op zich een belangrijke statistiek is die wij van jaar tot jaar ter beschikking zullen stellen zodat de evolutie in de pensioensector beter kan worden gevolgd.

De heer Van In. — Het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering moet die gegevens toch niet verstrekken.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Daarmee ben ik het eens, maar ik heb liever dat het Riziv die gegevens verstrekt dan dat ik er helemaal niet over beschik. Nu het instrument bestaat, doen we er beter aan het te verfijnen en te vervolledigen.

Het wetsontwerp van collega Mainil zal in de komende weken de kans bieden tot een bespreking ten gronde van de problematiek van de pensioensector. Ik wil niet vervallen in alarmisme zoals dat de jongste tijd in sommige kringen gebeurt, niet altijd zonder nevenbedoelingen. Het zou echter ook fout zijn helemaal geen oog te hebben voor de problemen die de vergrijzing van onze bevolking meebrengen voor de financiering van de pensioenen van de komende generaties. Daarom heb ik in mijn voorstellen tot hervorming van de sociale zekerheid een reeks maatregelen vooropgezet, die in sommige sectoren, onder meer het openbaar ambt, vrij controversieel zijn. De vergrijzing van de bevolking is geen reden om te beweren dat de pensioenen het volgende jaar of zeer binnenkort niet meer zouden kunnen worden betaald. Wij mogen evenwel de lasten die deze vergrijzing met zich meebrengt, niet uit het oog verliezen. Wij moeten structureelhervormingen realiseren zodat wij een draagbaar en zeker systeem kunnen hebben. Dit wordt één van de punten die in het kader van de hervorming van de sociale zekerheid grondig moeten worden uitgepraat. Het ontwerp-Mainil is hierin een eerste stap.

Ik heb steeds gezegd dat de ziekteverzekering, naast de pensioenen, één van de moeilijkste sectoren is van de sociale zekerheid. In de ziekteverzekering kan men immers moeilijk een greep krijgen op de uitgaven. De pogingen tot optimalisering van de ziekteverzekering op het individuele vlak door de patiënt, de dokter of het ziekenhuis zijn vaak tegenstrijdig met de pogingen tot optimalisering op het niveau van de gemeenschap.

Ook in deze sector weegt de veroudering van de bevolking zwaar door. Ik zou het betreuren indien het probleem van de vergrijzing van de bevolking bij onze senioren zou overkomen als een vorm van culpabilisatie. Dit kan noch mag de bedoeling zijn. Er moet evenwel naar een aangepaste vorm van verzorging worden gezocht. De WIGW vertegenwoordigen 24 pct. van onze bevolking, maar 51 pct. van de uitgaven van de ziekteverzekering. Wanneer men de cijfers verder uitpluist, stelt men vast dat in de ziekenhuissector deze categorie 68 pct. van de uitgaven teweegbrengt. Dan ben ik ervan overtuigd dat deze uitgave te hoog ligt, omdat men daar het ziekenhuiswezen met zijn hoge kostprijs en specialistische aanpak, gebruikt voor iets waarvoor het eigenlijk niet gemaakt is. De zorgen die ouderen vragen zijn immers van een heel andere aard. Daarom pogen wij het beleid om te buigen in de richting van rust- en verzorgingstehuizen, in de richting van thuisverzorging. Ik kan het dan ook in belangrijke mate eens zijn met de oriëntering die de heer Califice heeft aangegeven ten aanzien van de verzorgingstehuizen. Ook hiervoor zullen wij in de toekomst oog moeten hebben. Ik ben het ook met de heer Califice eens dat wij op vrij korte termijn formules van globale tussenkomst moeten vinden voor ouderen die aan huis, in hun eigen natuurlijk milieu worden verzorgd. Ik kan de heer Vangeel gelijk geven wanneer hij zegt dat er in de maatschappij van de toekomst minder in dienstverband zal worden gewerkt en er ingevolge een herverdeling van de beschikbare arbeid meer tijd en ruimte zal vrijkomen voor vormen van zelfhulpgroepen, ziekenzorggroepen die op wijkbasis, op gezinsbasis, mensen in hun eigen omgeving zullen verzorgen. De evolutie die zich ter zake rond de mutualiteiten voordoet, kunnen wij alleen maar aanmoedigen.

Zoals ik reeds in de commissie zei, rijzen er in de ziekteverzekering een aantal problemen. Vanaf welk niveau speelt bijvoorbeeld, het preferentieel statuut van de WIGW en vanaf welk inkomensniveau moet een bijdrage worden betaald? De regering bespreekt dit probleem op dit ogenblik, maar hierover is nog geen beslissing gevallen. De heer Vangeel heeft ons attent gemaakt op de vraag of langdurig zieken en zieken die in een rust- en verzorgingstehuis zijn opgenomen en waarvan de gemeenschap de lasten draagt, nog andere uitkeringen dienen te cumuleren. Al degenen die te maken hebben met ziekenhuisbeheer, V-diensten, kennen deze problematiek voldoende. Ik heb ze ook in de commissie behandeld. Ik hoop alleen maar dat degenen die dit vraagstuk vandaag in alle objectiviteit benaderen dit ook nog zullen doen de dag dat een reeks maatregelen op dit gebied worden genomen.

Herhaalde malen werd hier allusie gemaakt op de maatregelen die recent werden genomen ten aanzien van de geneesmiddelen. Dit is een delicate aangelegenheid en typisch voor de manier waarop de problemen zich voordoen in de ziekteverzekering.

Ik heb deze maatregelen slechts genomen na het inwinnen van een ganse reeks adviezen, meestal unaniem, over het nut van een aantal farmaceutische producten. Derhalve is het effect van deze maatregel voor de patiënt voor een deel mede afhankelijk van het voorschrijfgedrag van de geneesheren. Bij het nemen van deze maatregel heb ik mij dan ook rechtstreeks tot de geneesheren gewend om hen daarop te wijzen.

Ik maak een vergelijking met het buitenland. Zowel onder druk van de patiënten, die vaak een verwachtingspatroon hebben inzake het voorschrijfgedrag van de dokter, die hen slecht zou behandelen als hij niets voorschrijft, als onder druk van de geneesheren die daar niet tegen ingaan en te vlug tot voorschrijven overgaan, zijn wij het land met gemiddeld de hoogste consumptie van farmaceutische produkten, wat niet noodzakelijk goed is voor de gezondheid. In ons land is er vooral een hoge consumptie van een reeks farmaceutische produkten aan het nut waarvan men twijfelt en die in sommige landen niet worden terugbetaald en zelfs niet op de markt worden gebracht.

Verder heb ik ook maatregelen genomen inzake de magistrale bereidingen.

Mevrouw Herman heeft een voorbeeld aangehaald dat strikt toegepast wellicht juist is, maar indien de dokter zijn voorschrijfgedrag aanpast, kan hij precies hetzelfde voorschrijven, maar veel goedkoper.

Over deze maatregel bestaat er heel wat discussie. Hij wordt aangevochten onder meer door de apothekers maar dikwijls vervaagt hier het belang van de apotheker en dat van de patiënt. Heel wat van de literatuur over deze maatregel inzake magistrale bereidingen vereist het maken van een onderscheid tussen wat theoretisch juist is en wat in de praktijk gebeurt.

Men haalt het argument aan dat men door magistrale bereidingen voor te schrijven meer kan personaliseren naar de noden van de patiënt. Theoretisch is dat juist, maar meer dan 95 pct. van de magistrale bereidingen zijn enkelvoudige voorschriften, dat wil zeggen niet gepersonaliseerd en volledig overeenkomend met wat men in de vorm van specialiteit kan terugvinden. Tachtig procent van de magistrale bereidingen gaan om voorschriften die in de vorm van specialiteit niet worden terugbetaald. Ik leid daaruit af dat de keuze tussen een magistrale bereiding en een specialiteit gebeurt in het licht van het terugbetalingsregime en niet volgens de noden van de patiënt. De magistrale bereiding wordt voor 100 pct. terugbetaald en, sedert het invoeren van de categorieën A, B, C en D, wordt de categorie D als specialiteit niet terugbetaald. Daar komt dan dikwijls nog bij dat hetzelfde voorschrift in magistrale vorm, drie- soms vier- tot vijfmaal meer kost dan in de vorm van specialiteit. Indien het schrappen van een aantal specialiteiten alleen maar tot gevolg heeft dat hetzelfde produkt wordt voorgeschreven als magistrale bereiding, is het effect juist het omgekeerde van wat werd beoogd. In plaats van minder consumptie en minder uitgaven, zouden er meer uitgaven geweest zijn voor de ziekteverzekering indien ik niet tegelijk een aantal maatregelen voor de magistrale bereidingen had genomen.

Het is niet toevallig dat in ons land de magistrale bereidingen 10 pct. uitmaken in het geheel van de farmaceutische consumptie, daar waar dit aandeel in andere landen teruggelopen is tot 2 à 3 pct. van de totale consumptie van farmaceutische produkten. Men moet ook oog hebben voor deze realiteit die schuilt achter grote verklaringen over de behoeften van de patiënten, waar in feite het belang van de patiënten weinig mee te maken heeft.

Men heeft een vraag gesteld in verband met de regeling van de problematiek van de assistent-apotheker. Hierover zal eerstdaags een besluit worden genomen in de lijn van de consensus die tot stand is gekomen in het overleg dat ter zake werd gevoerd.

De heer Conrotte heeft ook gevraagd wat zal gebeuren na het arrest van het Hof van Cassatie in verband met de aanvullende tegemoetkomingen. De Ministerraad heeft in dit verband een besluit goedgekeurd ten einde een juridische basis te verlenen aan het optreden van de administratie ter zake.

Op de problematiek rond het Fonds voor reclassering van mindervaliden zullen wij de eerstvolgende weken nader ingaan. Het wetsontwerp tot herstructurering van een reeks parastatalen werd immers reeds door de Kamer goedgekeurd en zal deze week aan de orde komen in de Senaatscommissie voor de Institutionele Hervormingen, waarna het ook hier in openbare vergadering zal kunnen worden behandeld. Bij die gelegenheid zullen wij kunnen nagaan of men ter zake een evenwicht heeft bereikt. Hierbij moet wel rekening worden gehouden met het feit dat de regionale bevoegdheid inzake persoonsgebonden materies steeds geldt ten aanzien van instellingen en niet ten aanzien van individuele personen. De opsplitsing die wordt voorgesteld in het wetsontwerp was dan ook noodzakelijk, ook al was het functioneel misschien correcter deze materie binnen een geheel te houden.

Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, ik meen aldus te zijn ingegaan op de belangrijkste opmerkingen die tijdens dit debat werden gemaakt. Ik wil besluiten met erop te wijzen dat deze begroting, evenals

de begrotingen voor 1982 en 1983, werd opgesteld met het oog op het zo goed mogelijk in stand houden van het financieel evenwicht binnen het stelsel van de sociale zekerheid, ten einde te vermijden dat het inderdaad failliet zou gaan. Dit gebeurde wel in het perspectief van een grondige hervorming, waarvan ik de noodzaak maar al te zeer inziet en waarvan ik hoop dat 1984 inderdaad een beslissend jaar zal zijn. Dit zal echter slechts mogelijk zijn indien wij van dit stelsel, dat fundamenteel is voor onze maatschappij, niet het voorwerp maken van publieke polemieken, maar indien wij als het ware met vervaging van de noties meerderheid en oppositie, samen zoeken naar een nieuwe consensus rond iets dat mede een van de factoren is die bepalen in welke soort maatschappij wij leven en tevens de graad van structurele solidariteit binnen die gemeenschap bepalen. Ik durf te hopen dat over het feit dat een dergelijke solidariteit noodzakelijk is en over de wil deze structureel uit te bouwen een consensus mogelijk is. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vangeel.

De heer Vangeel. — Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord, maar zou graag nog twee vragen opnieuw willen stellen.

Hoever staat het met de aanpassing wegens de vervlakte index van de minimumbijdragen van de sociale uitkeringen en welke vooruitzichten mogen wij hebben in verband met het bestaansminimum waarvan iedereen toegeeft — u ook — dat het veel te laag is in ons land?

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer Vangeel, u had inderdaad deze twee vragen gesteld en ik ben, ten onrechte, daarop niet ingegaan.

Deze beide problemen moeten mijns inziens aan de orde komen in het raam van de begrotingscontrole. Wij moeten daarbij nagaan welke middelen hiertoe nodig zijn en of wij die middelen kunnen vrijmaken. Het is daarbij prioritair dat wij ervan uitgaan dat het bestaansminimum op het ogenblik te laag is. Wij moeten ernaar streven, zoals in 1982, in het raam van een gehele operatie, een aanpassing te verwezenlijken. In elk geval mogen wij, bij het verwezenlijken van saneringen en besparingen, niet raken aan de bestaande minima en moeten wij de allerlaagste minima proberen te verbeteren.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Walter Peeters.

De heer W. Peeters. — Mijnheer de minister, ik heb nog een kleine bijkomende vraag in verband met de magistrale bereidingen, hoewel ik daarop uitgebreid zal terugkomen bij de bespreking van de begroting van Volksgezondheid.

Het is mijn vaste overtuiging dat op het niveau van uw kabinet het probleem van de magistrale bereidingen beperkt werd tot het vervangen van de niet meer terugbetaalde specialiteiten door magistrale bereidingen, wat natuurlijk een verschuiving is van het probleem en de kosten.

Mevrouw Herman heeft het probleem bekeken vanuit de optiek van de huisarts. Ik heb de indruk dat de problematiek van de huisartsen in de behandeling van het probleem van de magistrale bereidingen volledig terzijde is gebleven, zoals dat nogal dikwijls gebeurt in de behandeling van een onderwerp in de volksgezondheid.

Ik geef een klein voorbeeld. Mevrouw Herman heeft daarop ook gewezen. De zeer eenvoudige voorschriften, die wij hoofdzakelijk met het oog op het budget, zowel van de patiënt als van het Riziv, herhaaldelijk voorschrijven, bevatten vaak anti-histaminica, die zeer goedkoop zijn in magistrale bereidingen, maar die moeten worden gecombineerd met lichte doses cafeïne om de tolerantie van de patiënt te normaliseren. Het gaat hier om een zeer goedkoop medicament, maar er bestaat op het ogenblik geen enkele mogelijkheid om zulk eenvoudige bereiding voor te schrijven.

Een ander voorbeeld. De individualisering van lichte doses luminal en prominal, die bij babies zeer frequent worden gebruikt tot op een tiende milligram na, zijn op het ogenblik in het geheel niet meer mogelijk.

Ik wil er eveneens op wijzen dat het voorschrijven van alternatieve medicaties die magistrale bereidingen vergen en die eveneens kostenbesparend zijn — ik bedoel de homeopathische medicatie — niet ter sprake is gekomen. Dit is een belemmering voor de huisarts die goedkope magistrale bereidingen wil voorschrijven. Ik denk dat de cijfers 95 en 80 pct. die u hebt aangehaald, ten sterkste mogen worden betwijfeld.

Ik moet andermaal vaststellen dat een belangrijk instrument van het voorschriftgedrag op universitair niveau dreigt verloren te gaan.

Mijn ervaring met op het ogenblik reeds een veertigtal jonge stagiairs bevestigt mijn opvatting. Wanneer de lijsten volgens de twee fameuze kaarten, die u ons hebt overgezonden, niet limitatief zouden zijn, moet worden geopteerd voor een herziening van het probleem van de magistrale bereidingen, vooral wat bepaalde eenvoudige niet-schadelijke middelen betreft waarvan het voorschrijven de artsen nu onmogelijk wordt gemaakt. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Herman.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, ik sluit mij aan bij de vorige spreker en voeg er nog het volgende aan toe.

Wat hij waarschijnlijk ook heeft willen zeggen, maar wat niet zeer duidelijk gebleken is, is dat de onrechtvaardigheid nog groter is omdat, wanneer één enkel produkt niet terugbetaalbaar is in een magistraal voorschrift met bijvoorbeeld, nog tien andere produkten die wel terugbetaalbaar zijn, het hele medicament niet meer voor terugbetaling in aanmerking komt.

M. le Président. — La parole est à Mme Remy.

Mme Remy-Oger. — Monsieur le Ministre, j'ai bien entendu la réponse que vous avez donnée concernant l'harmonisation des plafonds pour les Vipo.

Je souhaite toutefois vous poser une question complémentaire. Ce plafond vient d'être porté à 335 360 francs au 1^{er} janvier 1984 et la somme supplémentaire par personne à charge a été légèrement relevée aussi. Il était au 1^{er} septembre 1983 de 328 975 francs pour un ménage, plus 60 902 francs par personne à charge.

Vous affirmez que ce problème est en discussion au niveau du gouvernement; vous prévoyez le relèvement des plafonds dans votre budget de 1984. L'application aura-t-elle lieu au moment où la décision sera prise ou bien aura-t-elle un effet rétroactif?

M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles. — D'aucune façon, il ne peut y avoir en l'occurrence d'effet rétroactif.

Mme Remy-Oger. — Je vous remercie, monsieur le ministre.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Nog enkele woorden over de magistrale bereidingen.

De cijfers die ik heb aangehaald over de verhouding tussen de enkelvoudige voorschriften en de niet-terugbetaalbare equivalent-specialiteiten, worden niet betwist. Zelf de apothekers zijn het ermee eens dat ze stroken met de realiteit. Magistrale bereidingen komen niet zoveel voor als men ons hier wil doen geloven. Ik ben graag bereid de specifieke problemen, die zich zouden voordoen, van nabij te bekijken. Ik heb heel wat reacties gekregen die voor advies naar het technisch comité van het Riziv werden overgezonden, waar men een aantal correcties heeft gesuggereerd. Op een aantal daarvan ben ik reeds ingegaan. Nogmaals, wanneer u specifieke gevallen bekend zijn, mag u ze mij steeds voorleggen.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1984

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1984

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère de la Prévoyance sociale de 1984.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Sociale Voorzorg voor 1984.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents nos 5-XVIII-1 et 2, session 1983-1984, du Sénat.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 5-XVIII-1 en 2, zitting 1983-1984, van de Senaat.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert, pour les dépenses du ministère de la Prévoyance sociale afférentes à l'année budgétaire 1984, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits non dissociés
TITRE I	
Dépenses courantes	140 510,9
TITRE II	
Dépenses de capital	5,8
Total	140 516,7

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I) en kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Sociale Voorzorg voor het begrotingsjaar 1984 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Niet-gesplitste kredieten
TITEL I	
Lopende uitgaven	140 510,9
TITEL II	
Kapitaaluitgaven	5,8
Totaal	140 516,7

Deze kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de hierbijgaande tabel.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 1 500 000 francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département et des avances excédant cette somme aux comptables chargés de financer les missions. Celles allouées au comptable du service social peuvent atteindre un montant maximum de 500 000 francs et elles peuvent être employées à la liquidation des dépenses prévues à l'article 11.05 du tableau du titre I de la présente loi, quel qu'en soit le montant.

Au moyen des avances de fonds, les comptables extraordinaires du département peuvent effectuer le paiement des créances n'excédant pas 100 000 francs.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. In afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 1.500.000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement en voorschotten van een hoger bedrag aan de rekenplichtigen belast met het financieren van opdrachten. Deze toegekend aan de rekenplichtige van de sociale dienst, mogen een maximumbedrag van 500.000 frank bereiken en aangewend worden om de bij artikel 11.05 van de tabel van titel I van deze wet voorziene uitgaven te vereffenen, wat het bedrag ervan ook weze.

De buitengewone rekenplichtigen van het departement mogen, door middel van de geldvoorschotten, de schuldvorderingen betalen die 100.000 frank niet te boven gaan.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 3. De betaling van de geboortetoeelagen en van de vergoedingen wegens begrafenis kosten geschiedt volgens de regels vastgesteld bij artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Le ministre des Affaires sociales est autorisé à payer, à charge de l'article 11.04, aux contrôleurs des Contributions et aux receveurs de l'Enregistrement et des Domaines les allocations afférentes à l'année budgétaire 1984 qui sont dues respectivement pour l'établissement des ressources et les renseignements à fournir aux contrôleurs des Contributions en vue de l'instruction des demandes introduites dans le régime des allocations au handicapés.

Art. 4. De minister van Sociale Zaken is ertoe gemachtigd, ten laste van artikel 11.04, aan de controleurs der Belastingen en aan de ontvangers der Registratie en Domeinen, de toelagen te betalen met betrekking tot het begrotingsjaar 1984 en die respectievelijk verschuldigd zijn voor het vaststellen van de bestaansmiddelen en de inlichtingen te verstrekken aan de controleurs der Belastingen voor het onderzoeken van de aanvragen in de regeling van de tegemoetkomingen aan de minder-validen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Le montant des remboursements effectués par les agents du département pour les prêts consentis à charge de l'article 11.05 peut être porté au crédit d'un compte spécial ouvert au titre IV — section particulière, section I, chapitre II, à gérer par le comptable du service social en vue d'être réutilisé sous forme de prêts.

Art. 5. Het bedrag van de terugbetalingen gedaan door de personeelsleden van het departement voor de leningen toegestaan ten laste van artikel 11.05 mag op het krediet gebracht worden van een bijzondere rekening geopend onder titel IV — afzonderlijke sectie, sectie I, hoofdstuk II, te beheren door de rekenplichtige van de sociale dienst om opnieuw gebruikt te worden onder vorm van leningen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.01 de la section 31 du titre I du présent budget peut être réparti selon les besoins par voie d'arrêté royal, entre les articles appropriés du même titre, moyennant l'accord du ministre du Budget.

Art. 6. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.01 van sectie 31 van titel I van deze begroting mag volgens de behoeften worden verdeeld onder de passende artikels van dezelfde titel door middel van een koninklijk besluit, mits het akkoord van de minister van Begroting.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 7. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 17.273,8 millions de francs pour les recettes et à 17.275,8 millions de francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 7. De verrichtingen op de speciale fondsen, die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 17.273,8 miljoen frank voor de ontvangsten en op 17.275,8 miljoen frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau annexé à cette loi, est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 8. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk deze.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé jeudi à 16 heures au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen donderdag om 16 uur over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1983

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1983

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget du ministère de la Prévoyance sociale de 1983.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Sociale Voorzorg voor 1983.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents nos 6-XVIII-1 et 2, session 1983-1984, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 6-XVIII-1 en 2, zitting 1983-1984, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — dépenses courantes, et du titre II — dépenses de capital, du budget du ministère de la Prévoyance sociale de l'année budgétaire 1983 sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

Ajustements	Crédits non dissociés
TITRE I	
<i>Dépenses courantes</i>	
Crédits supplémentaires de l'année courante.	2 774,0
Réductions	402,1
Crédits supplémentaires pour années antérieures	230,5
TITRE II	
<i>Dépenses de capital</i>	
Crédits supplémentaires de l'année courante.	6,0
Réduction	0,1
Crédits supplémentaires pour années antérieures	0,1

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de titel I — lopende uitgaven, en onder de titel II — kapitaaluitgaven, van de begroting van het ministerie van Sociale Voorzorg voor het begrotingsjaar 1983, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

Aanpassingen	Niet-gesplitste kredieten
TITEL I	
<i>Lopende uitgaven</i>	
Bijkredieten voor het lopend jaar	2 774,0
Verminderings	402,1
Bijkredieten voor vroegere jaren	230,5

TITEL II

Kapitaaluitgaven

Bijkredieten voor het lopend jaar	6,0
Vermindering	0,1
Bijkredieten voor vroegere jaren	0,1

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé jeudi à 16 heures au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen donderdag om 16 uur over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Hiermede zijn wij gekomen aan het einde van onze werkzaamheden van vandaag.

Nous avons ainsi terminé nos travaux de ce jour.

Le Sénat se réunira demain 18 janvier 1984, à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen 18 januari 1984, te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 21 h 50 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 21 u. 50 m.)

932